



Munich Personal RePEc Archive

**The Russian countryside facing the
country's accession to the WTO:
institutional analysis**

Yefimov, Vladimir

Independent scholar

26 November 2003

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/56505/>
MPRA Paper No. 56505, posted 08 Jun 2014 05:02 UTC

La campagne russe face à l'accession du pays à l'OMC : analyse institutionnelle

Vladimir Yefimov

Le trait principal de la décennie qui vient de s'écouler en ce qui concerne les transformations de l'agriculture russe est une surprenante stabilité de ses institutions héritées de l'époque soviétique. La réforme agraire en Russie n'a pas réussi à arracher le pouvoir en milieu rural à l'ancienne bureaucratie agraire soviétique au niveau des exploitations collectives, des districts ruraux, des provinces et du pays. Cette bureaucratie détient le pouvoir au travers des réseaux conservés de l'époque soviétique, du fait de l'acceptation de son autorité par la population rurale. On peut dire que la non-réforme agraire russe est le résultat de l'accord tacite entre la population rurale et la bureaucratie agraire à propos de la conservation de l'ancien système collectiviste soviétique.

La réforme agraire russe n'a pas atteint non plus son objectif économique qui était de créer un système d'entreprises agricoles économiquement viables qui permettrait de sortir de la dépendance alimentaire envers les pays occidentaux, d'arrêter le gaspillage des ressources du secteur agraire, de créer des conditions supportables pour la population rurale pour faire face aux changements socio-économiques de la transition vers l'économie de marché, et de prévenir l'effondrement de l'agriculture russe.

Les entreprises agricoles en Russie actuelle sont essentiellement les anciens kolkhozes et sovkhoses (exploitations collectives et d'Etat), pratiquement inchangés en dehors de leur enseigne. Ces entreprises n'étaient pas rentables dans le passé, même dans les conditions d'octroi des énormes subventions de l'Etat. Evidemment, à présent, elles ne sont toujours pas rentables quand les subventions de l'Etat sont devenues beaucoup plus faibles. Le matériel de ces entreprises s'est dégradé et le nombre de machines agricoles en état de fonctionnement a chuté de moitié. Enfin la production agricole s'est, elle aussi, effondrée de plus de 50%. Parmi les différents secteurs agricoles, c'est l'élevage qui a été le plus touché. L'effondrement de l'agriculture russe paraît inévitable quand les ressources héritées de l'époque soviétique seront épuisées, si de vraies solutions alternatives ne sont pas trouvées.

En ce qui concerne les problèmes sociaux de la campagne russe, ils sont devenus plus aigus : il n'y a presque plus d'investissements dans la sphère sociale, et le financement du fonctionnement de cette sphère a diminué. Les exploitations collectives, en raison de leur mauvaise situation financière, ont des possibilités limitées de financement de cette sphère. Pourtant, grâce à la « symbiose » perverse des exploitations collectives et des exploitations personnelles auxiliaires (petites exploitations familiales orientées vers l'autoconsommation), le niveau de vie des habitants ruraux n'a pas autant chuté que dans les villes. Les exploitations collectives ont besoin d'une main-d'œuvre qui n'est pas attirée exclusivement par les salaires mais par l'appartenance à la communauté. L'appartenance à cette communauté dépend directement de l'emploi dans l'exploitation collective. Cette appartenance donne aux habitants ruraux un accès, y compris par le vol, aux ressources de l'exploitation collective pour leur propre consommation et l'alimentation de leurs animaux privés.

A l'heure actuelle deux tendances du développement de l'agriculture russe peuvent être discernées : « africaine » et « latino-américaine ». Les deux tendances se réalisent déjà partiellement. La première peut être observée plus nettement au nord du pays et la deuxième – au sud. L'accession de la Russie à l'OMC aura des influences importantes sur ces tendances. Chaque tendance a ses gagnants et perdants.

La recherche présentée dans ce papier est effectuée dans le cadre de l'économie institutionnelle pragmatique. Les deux premières sections de ce papier sont consacrées à la méthodologie et aux techniques de l'analyse institutionnelle.

1. Pragmatisme de Charles S. Peirce et Economie Institutionnelle de John R. Commons

Les termes « institution » et « institutionnel » sont maintenant à la mode. La Banque Mondiale a promulgué que « les institutions ont de l'importance (institutions matter) » (Burki et Perry, 1998, World Bank, 2002). Certains économistes académiques essaient de développer des schémas théoriques dans lesquelles la notion « institution » est centrale. Les autres utilisent ces schémas pour faire une recherche empirique. Pourtant la plupart des auteurs d'ouvrages contemporains consacrés à ce sujet ont abandonné la nature pragmatique de l'économie institutionnelle des fondateurs de cette dernière. Initialement l'économie institutionnelle était fondée par Thorstein Veblen et de John R. Commons au début du siècle dernier. Cette économie institutionnelle (old institutional economics - *l'ancienne économie institutionnelle*) reste au début du 21^{ème} siècle une branche marginalisée des sciences économiques. Elle est apparue comme la réaction contestataire contre l'économie classique d'Adam Smith et l'économie néo-classique d'Alfred Marshall. Cette dernière, en prenant une forme mathématique sophistiquée (la théorie de l'équilibre général – selon le modèle d'Arrow-Debreu) domine actuellement plus que jamais dans la recherche et dans l'éducation économique, pratiquement partout dans le monde. L'ancienne économie institutionnelle est incompatible avec l'économie néoclassique pour des raisons épistémologiques et méthodologiques¹ et la nouvelle économie institutionnelle (Williamson, 1985, Williamson et Winter, 1993, Furubotn et Richter, 1998) qui sert d'extension ou de généralisation de l'économie néoclassique, a détourné totalement le projet initial de l'économie institutionnelle. L'incompatibilité de l'économie institutionnelle de John Commons avec l'économie néo-classique découle de différences philosophiques : la première est fondée sur le pragmatisme de Charles S. Peirce et de John Dewey, et la seconde sur le cartésianisme qui domine l'économie depuis le triomphe du positivisme dans les années 1960. « La position adoptée par Commons remet en cause la priorité donnée au raisonnement abstrait et *a priori* pour lui substituer un mode de théorisation répondant aux critères du réalisme pragmatique. Le refus d'une conception formelle de l'économie a pour corollaire l'élaboration d'une théorie évolutionniste ouverte à l'interdisciplinarité, théorie qui, du point de vue de l'épistémologie standard, constitue un modèle non soluble, c'est-à-dire non susceptible de systématisation axiomatique et prédictive, ce qui le rend incompréhensible pour l'économiste féru de modèles mathématisés. » (Bazzoli, 1999, p. 186)

Pour les économistes néoclassiques et les sociologues positivistes les sciences naturelles servaient toujours de modèles pour les sciences économiques. Un des fondateurs de l'économie néoclassique, Léon Walras, a basé son concept de l'équilibre économique sur l'analogie avec la mécanique rationnelle de Newton. Le fondateur du positivisme², Auguste Comte, a considéré la sociologie comme la physique sociale. Les chercheurs en sciences naturelles considéraient la philosophie de Descartes comme leur philosophie. Les chercheurs en sciences économiques suivaient leur exemple : « Toutes les généralisations de l'économie étaient fondées sur la théorie des lois naturelles. Bien que beaucoup de rhétorique des lois naturelles ait disparu du discours de la pensée néoclassique contemporaine, l'épistémologie fondée sur le concept de ces lois reste

¹ « L'incompréhension des origines philosophiques du conflit entre les économistes standards et les institutionnalistes [qui] explique probablement le défi souvent adressé aux institutionnalistes par les premiers : 'Vous critiquez la théorie économique, mais vous ne proposez pas de théorie alternative'. Les institutionnalistes ont, depuis le début (...) fourni une théorie alternative, des théories alternatives même (...). Notre réponse au défi doit être, 'Non, nous n'allons pas proposer une théorie remplaçante ; nous fournissons un fondement philosophique différent pour une analyse théorique de la structure, du fonctionnement, et de l'évolution des économies et des problèmes qui émergent de la vie économique et dans la discipline économique' (Neale, 1982, p. 367, cité par Bazzoli, 1999, p. 19).

² « (...) le caractère fondamental de la philosophie positive est de regarder tous les phénomènes comme assujettis à des lois naturelles invariables dont la découverte précise et la réduction au moindre nombre possible sont le but de nos efforts (...) » (Avertissement de A. Comte pour la première édition de son *Cours de philosophie positive*, cité dans Akoun et Ansart, 1999, p. 411)

intacte. Les dualismes cartésiens qui séparent la connaissance (knowing) de son application (doing), le sujet de l'objet, le fait de la valeur, et la théorie de la pratique, entre autres, continuent de servir de fondement épistémologique à la pensée néoclassique. » (Bush, 1993, p. 65)

Les notions centrales de la philosophie de Charles R. Peirce sont celles de *croyance* et d'*habitude*. Il indique que « nos croyances guident nos désirs et règlent nos actes. » (Peirce, 1878, p. 558) Le fondateur du Pragmatisme s'est révolté contre l'exagération cartésienne du rôle de l'esprit : « Leibniz qui a développé la théorie de Descartes n'a cependant pas compris que le mécanisme de l'intelligence peut transformer la connaissance, mais non pas la produire, à moins qu'il ne soit alimenté de faits par l'observation. (...) Rien de nouveau ne peut s'apprendre par l'analyse des définitions (Peirce, 1879, p. 41). Suivant Peirce la croyance a trois propriétés : « D'abord elle est quelque chose dont nous avons connaissance ; puis elle apaise l'irritation causée par le doute ; enfin elle implique l'établissement dans notre esprit d'une règle de conduite, ou pour parler plus brièvement d'une *habitude*. » (Peirce, 1879, p. 45) Peirce souligne que « la marque essentielle de la croyance est l'établissement d'une habitude, et les différentes espèces de croyance se distinguent par les divers modes d'action qu'elles produisent » (Peirce, 1879, p. 45) et que « toute fonction de la pensée est de créer des habitudes d'action » (Peirce, 1879, pp. 46). Il fait la conclusion que « pour développer le sens d'une pensée, il faut donc simplement déterminer quelles habitudes elle produit, car le sens d'une chose consiste simplement dans les habitudes qu'elle implique » (Peirce, 1879, pp. 46,47).

A partir des idées de Charles R. Peirce nous pouvons dire que la réalité sociale est une réalité des croyances et habitudes liées avec ces croyances. Cette réalité est subjective et socialement construite (Berger et Luckman, 1991). Elle est subjective parce que les croyances influencent de façon décisive le comportement des acteurs. Elle est socialement construite parce que les règles (habitudes) sont le résultat des processus sociaux de l'institutionnalisation, de la légitimation et de la socialisation (Berger et Luckman, 1991, pp. 72, 77, 79, 149, 150). Cette réalité est historique car ces processus se déroulent dans le temps : les institutions ne se créent pas spontanément et pour comprendre les institutions du présent il faut étudier leurs racines dans le passé. L'ensemble de croyances et de valeurs (croyances de caractère normatif) dans les sociétés modernes particulières forme les idéologies correspondantes³. Les règles (habitudes) dans les sociétés modernes prennent d'une part la forme des lois et des règlements (les règles formelles) et d'autre part des coutumes (les règles informelles).

Pierce a découvert une logique de science dans laquelle, en plus de la déduction et de l'induction, il considère l'opération logique appelée abduction : « L'abduction est le processus de formation d'une hypothèse explicative. C'est la seule opération logique qui introduit une nouvelle idée ; [...] L'abduction suggère simplement que quelque chose peut exister. Sa seule justification est que, à partir de cette suggestion, la déduction peut établir une prédiction qui peut être testée par induction et que, si jamais nous pouvons apprendre quelque chose ou comprendre vraiment un phénomène, c'est par l'abduction que nous devons y parvenir. » (Pierce, 1903a, p. 216) ; « La suggestion abductive vient à nous comme un flash. C'est une action de révélation intérieure (insight), même si cette révélation intérieure peut être extrêmement faillible. Il est vrai que les différents éléments de l'hypothèse étaient antérieurement dans nos esprits ; mais c'est l'idée de mettre ensemble ce que nous n'avions jamais imaginé de mettre ensemble auparavant qui soudainement éclaire la nouvelle suggestion de ce que nous contemplons. » (Pierce, 1903b, p. 227) Pierce caractérisait sa doctrine du Pragmatisme comme la vraie Logique d'Abduction (Pierce, 1903a, p.224).

³ « On parlera d'idéologie lorsqu'un système de valeurs ou plus généralement de croyances, d'une part ne fait pas appel aux notions de sacré et de transcendance, d'autre part traite particulièrement de l'organisation sociale et politique des sociétés ou, plus généralement, de leur devenir. » (Boudon et Bourricaud, 1994, p. 296) Pierre Ansart définit l'idéologie comme un « système de significations, de représentations et de valeurs propres à un groupe social, concernant l'organisation et les normes, les légitimant ou contestant, et participant à la régulation des attitudes et des comportements. » (Akoun et Ansart 1999, p. 265)

Le processus d'acquisition de la connaissance comme dynamique d'habitudes et de croyances telle que Pierce le comprenait a influencé les fondateurs de l'économie institutionnelle originale (l'ancienne économie institutionnelle) dans leur compréhension de l'objet de cette discipline comme les règles et significations les supportant (Veblen, 1919 ; Commons, 1959). Le Pragmatisme de Peirce comme logique d'abduction est devenu la méthode de l'économie institutionnelle de Commons.

La dominance du paradigme positiviste en économie rend la science économique absolument inutile pour l'étude des problèmes brûlants actuels. Le paradigme pragmatiste en économie qui prend très naturellement la forme de l'ancienne économie institutionnelle de Thorstein Veblen et de John R. Commons changerait radicalement la situation. Le tableau ci-dessous montre la différence entre les deux paradigmes.

Tableau 1. Caractéristiques principales des paradigmes positiviste et pragmatiste

	Paradigme positiviste	Paradigme pragmatiste
<i>Croyance de base</i>	Le monde est externe et objectif L'observateur est indépendant La Science est indépendante des valeurs	Le monde est socialement construit et subjectif L'observateur est partie intégrante de ce qui est observé La Science est mue par les intérêts humains
<i>Caractéristiques principales de la recherche</i>	Les données représentent des faits objectifs Contexte posé Sublimation (ou négation, selon le point de vue) de la complexité Logique de la vérification	Les données représentent des significations subjectives Contexte appréhendé Compréhension et présentation de la complexité Logique de la découverte
<i>Le chercheur doit :</i>	Se concentrer sur les faits Rechercher les liens de causalité et les lois fondamentales Réduire les phénomènes à leurs plus simples éléments Formuler des hypothèses et ensuite les tester	Se concentrer sur le sens Essayer de comprendre le phénomène Observer chaque situation dans sa totalité Développer des idées par abduction, en partant des données

Source : (Usunier, Easterby-Smith et Thore, 2000, p.37) et (Mucchielli, 1996, p. 197) avec changements de l'auteur

John R. Commons déplaçait l'objet de l'analyse économique, des marchandises et des individus, aux *transactions* et aux *règles* de l'action collective, c'est-à-dire aux *institutions* (Corei, 1995, p. 30). Commons distinguait les objets de l'économie politique et de l'économie institutionnelle de la façon suivante : « l'objet de l'économie politique n'est plus l'individu et les forces de la nature, mais des êtres humains tirant les moyens de leur existence les uns des autres par des transferts mutuels de droits de propriété, alors (que l'économie institutionnelle) se tourne vers le droit et l'éthique pour comprendre l'activité économique » (cité par Corei, 1995, p. 32). John Commons percevait comme unités englobantes de l'analyse les « institutions organisées » qui sont les unités modernes de l'action collective exerçant une régulation structurelle des interactions. Il considérait « l'entreprise comme l'institution organisée centrale du capitalisme » (Corei, 1995, p. 36). Les « institutions organisées » actuelles russes suivantes sont étudiées dans le présent papier : les « entreprises agricoles » (anciens kolkhozes/sovkhozes) ; les

« exploitations familiales agricoles » (privées et personnelles) et les « administrations des districts ruraux ». Il fallait étudier l'évolution des institutions agraires russes pendant plusieurs siècles pour mieux comprendre leur état actuel (Yefimov, 2001, 2003).

Commons s'exprime explicitement sur la philosophie de recherche du fondateur du pragmatisme : « Peirce en effet a fait de l'*habitude* et de la *coutume* les fondements de toute science, au lieu de l'intellect et des sensations. Il a donné à son système le nom de *pragmatisme*, mais par cela il entendait simplement la *méthode* de la recherche scientifique. (...) Nous tentons de le suivre et acceptons le terme de *pragmatisme* comme nom de la méthode de recherche que nous essayons d'appliquer à l'économie dans ce livre. » (Commons, 1959, p. 150) Le réalisme pragmatique de Commons consiste dans la construction de concepts sur la base des faits (des données) et non pas *a priori* : « Commons, le 'théoricien pragmatiste', qui accepte la conception peircienne de la science, se démarque totalement du 'théoricien pur' qui s'inscrit dans la conception cartésienne et newtonienne de la science. Alors que le premier vise à élaborer une abstraction réaliste à partir d'une théorie construite par une communauté interprétante en interaction avec l'évolution de l'objet de l'enquête, le second construit des théories abstraites sur la base de principes donnés et d'un raisonnement déductif fonctionnant sur lui-même à partir d'une axiomatisation mathématique qui impose ses qualités à l'objet de l'analyse. » (Bazzoli, 1999, p. 69)

Commons s'exprime aussi explicitement sur ce qu'il a puisé de la philosophie de Peirce et celle de Dewey : « Nous distinguons et utilisons deux sens du mot pragmatisme : le pragmatisme de Peirce comme méthode d'investigation scientifique dérivée par lui des sciences physiques mais applicable aussi à nos transactions et institutions ; et la signification des différentes philosophies sociales⁴ assumées par les parties elles-mêmes qui participent dans ces transactions. Donc, nous sommes plus proches selon cette dernière signification du pragmatisme de Dewey. (...) Le pragmatisme dans le premier sens est le pragmatisme scientifique – méthode d'investigation – dans le deuxième sens c'est le pragmatisme des êtres humains – objets de la science économique. » (Commons, 1959, pp. 150, 151)

L'économiste John R. Commons était très ouvert aux autres sciences sociales. Il voyait une corrélation très étroite de l'économie, du droit et de l'éthique. Le choix de Commons de la transaction comme objet d'étude était déterminé par le fait que la transaction est une unité d'activité commune à l'économie, au droit et à l'éthique (Commons, 1934, p. 125). C'est pourquoi il n'est pas surprenant que Commons se soit adressé aux ouvrages du sociologue Max Weber. C'est ce dernier qui a proposé de considérer la sociologie comme une science orientée vers la *compréhension par interprétation* des phénomènes sociaux⁵, ce qui a ouvert un nouveau paradigme dans les sciences sociales.

Pour Commons, dans les sciences sociales il ne devrait pas y avoir de rupture entre la théorie et la pratique, et sur ce point il rejoint Max Weber : « La contribution de Weber convertit le processus entier de théorisation économique d'une 'théorie', dans l'ancien sens de cohérence logique à la réalité, à la simple méthodologie de construction des outils intellectuels pour utilisation dans la recherche. Il n'est plus question d'antagonisme entre la théorie et la pratique, car une théorie n'est qu'un outil pour investiguer la pratique. » (Commons, 1959, p. 722) Pour lui, il n'y a pas de séparation nette entre la connaissance (knowing) et son application (doing) : « Parce que pensée et action sont liées, les sciences sociales ne s'assimilent pas pour Commons à la découverte de principes universels, mais à une connaissance permettant de façonner le changement institutionnel à travers des concepts opérationnels autorisant la résolution de problèmes de la réalité. » (Bazzoli, 1999, p. 84)

⁴ « Les économistes européens utilisent le terme 'idéologie' quand nous utilisons le terme 'philosophie sociale'. » (Commons, 1959, p. 98)

⁵ « 'Comprendre' signifie saisir par interprétation le sens ou l'ensemble significatif visé. (...) Toute interprétation tend, certes, vers l'évidence. Mais une interprétation significative, si évidente soit-elle, ne peut pas (...) prétendre être une interprétation *valable* du point de vue causal. Elle n'est jamais en elle-même qu'une *hypothèse* causale particulièrement évidente. » (Weber, 1995, vol. 1, pp. 35-36)

Commons est solidaire de Weber quand il ne sépare pas totalement le sujet et l'objet de la recherche : « Il ne faut jamais attendre de la recherche de la *signification* des activités humaines qu'elle produise une science 'exacte', ou même une approximation envers les exigences quantitatives des autres sciences. Et, de toute façon, ce n'est pas nécessaire. Ce que l'économiste souhaite, c'est la *compréhension* ; et il n'a besoin de la *quantification* que pour aider cette compréhension. Les objets avec lesquels traite un économiste (...) sont les êtres humains dont il peut relativement bien comprendre les activités en se mettant 'à leur place', et par conséquent en construisant les 'raisons' de leur activité en termes de motifs, d'objectifs ou de valeurs dans des conditions variables en temps et en lieu » (Commons, 1959, p. 723). On voit bien qu'il ne fait pas de distinction nette entre le fait et la valeur : « Dans les sciences physiques, les seules questions qui sont posées sont les suivantes : *quoi, comment, combien*, simplement parce que nous ne pouvons pas connaître les raisons. Mais dans les sciences économiques, nous incluons le *pourquoi*, parce que ce que nous voulons c'est comprendre les motifs en œuvre. » (Commons, 1959, p. 723) Evidemment, Weber et Commons voyaient, au moins implicitement, l'influence inévitable du chercheur (sujet) sur l'être humain (objet de sa recherche) et la « construction » des faits sociaux par le chercheur à partir de ses propres valeurs.

John R. Commons voyait le processus de recherche comme le processus de découverte des significations des détails (faits, données) : « J'ai souvent passé beaucoup de temps avec les étudiants en essayant de comprendre un nouveau détail que l'un d'eux avait découvert. Souvent ces détails m'ont contraint à changer mes théories. Les détails sont connus habituellement comme des 'faits' ; leurs significations sont la science. » (Commons, 1964, p. 130) La fixation des détails (faits, données qualitatives) exige inévitablement des descriptions riches et fournies (*rich and thick*) de ces dernières.

Suivant Commons, « c'est la synthèse qui aide à formuler une hypothèse, car elle exige la résolution du problème suivant : quelle est la *signification* des activités dans leurs relations entre elles ? Et de cette façon, la synthèse suggère une sorte d'hypothèse nécessaire pour choisir les faits et pondérer leur importance relative. C'est la synthèse de tous les facteurs à partir de laquelle nous formulons une hypothèse. Cela diffère de la théorie [néoclassique] de Menger comme la synthèse diffère de l'analyse. » (Commons, 1959, p. 723)

En résumé, on peut dire que l'économie institutionnelle de John R. Commons est orientée vers *la découverte des significations des activités économiques* sur la base des données détaillées de celles-ci, *la genèse d'hypothèses* sur ces activités et finalement *la compréhension des phénomènes économiques*.

2. Economie institutionnelle pragmatique et recherche qualitative

Le paradigme pragmatiste s'oppose au paradigme positiviste. Il accorde une grande attention aux données qualitatives⁶ ; il intègre l'observateur et l'observé dans ses procédures d'observation, et il est attentif à rechercher les significations des actions auprès des acteurs concernés. De cette orientation de pensée résulte une épistémologie des méthodes qualitatives qui est caractérisée par la complexité⁷, la recherche du sens, la prise en compte des intentions, des motivations, des attentes, des raisonnements, des croyances et des valeurs des acteurs (Mucchielli, 1996, p. 34). Le paradigme compréhensif donne la possibilité d'effectuer la recherche qualitative suivant différents niveaux d'analyse des données : « Au niveau le plus basic, les données sont organisées chronologiquement ou parfois par sujets, et présentées dans un

⁶ « Ce sont les données d'expérience, les représentations, les définitions de la situation, les opinions, les paroles, le sens de l'action et des phénomènes. Bien qu'elles échappent à la standardisation poussée, il est quand même important que les sciences sociales puissent analyser ces données puisqu'elles décrivent une grande partie de la vie sociale ; les négliger revient à se priver d'une connaissance essentielle. » (Poupart et al., 1997, p. 105)

⁷ La recherche quantitative basée sur le paradigme positiviste sublime ou nie (suivant le point de vue) la complexité. Par contre, la recherche qualitative basée sur le paradigme compréhensif essaie de comprendre cette complexité et de la présenter dans la recherche (Mucchielli, 1996, p. 197).

style narratif qui est grandement, voire totalement, descriptif⁸. Pour aller de la description concrète des données observées à un niveau un peu plus abstrait, cela implique l'utilisation de concepts pour décrire les phénomènes. (...) C'est le processus de classification systématique des données dans une sorte de schéma composé⁹ de catégories, thèmes ou types. Les catégories décrivent les données, mais dans une certaine mesure, elles interprètent également ces données. Un troisième niveau d'analyse implique l'élaboration de conclusions, le développement de modèles ou la génération d'une théorie. » (Merriam, 2001, p. 187)

Les caractéristiques de la recherche qualitative sont les suivantes (Merriam, 2001, pp. 6-8) :

- 1) Les chercheurs qui effectuent une recherche qualitative sont intéressés à la compréhension des faits signifiants construits par les personnes. On suppose que ces faits signifiants se trouvent dans les expériences des personnes et qu'ils sont transférés au chercheur par l'intermédiaire de ses propres perceptions. La recherche qualitative implique le contact direct avec l'expérience telle qu'elle a été vécue, ressentie ou subie. La préoccupation clé est la compréhension du phénomène étudié du point de vue des participants et non de celui du chercheur.
- 2) Le chercheur est l'instrument principal de la collection et de l'analyse des données.
- 3) La recherche qualitative implique habituellement un travail de terrain.
- 4) La recherche qualitative utilise en premier lieu la stratégie abductive de la recherche.
- 5) Le produit de l'étude qualitative est abondamment descriptif.

Le terme « recherche qualitative » est le terme générique qui englobe plusieurs types de recherches qui ont tout de même un noyau commun. Les principaux types de recherche qualitative sont les suivants (Merriam, 2001, Denzin et Lincoln, 2000) :

1. *La recherche qualitative de base*. Elle essaie simplement de découvrir et de comprendre un phénomène, un processus ou des perspectives et visions du monde des personnes impliquées. Les données sont recueillies à partir des interviews, des observations ou des documents. Les résultats (*findings*) sont un mélange de descriptions et des analyses, analyses qui utilisent les concepts du cadre théorique de l'étude.
2. *L'étude ethnographique*. C'est l'intérêt du chercheur envers le contexte culturel qui distingue ce type d'étude des autres types de recherche qualitative.
3. *La recherche phénoménologique*. Dans la conduite de l'étude phénoménologique l'accent est mis sur l'essence ou la structure de l'expérience (du phénomène). La phénoménologie se définit comme une volonté de s'en tenir aux phénomènes, seules réalités dont nous disposons, et de les décrire¹⁰ tels qu'ils apparaissent, sans référence à une théorie explicative ni à des causes (Mucchielli, 1996, p. 30).
4. *L'étude de cas (case study)*. On emploie l'étude de cas pour obtenir une compréhension approfondie d'une situation et des sens de ceux qui sont impliqués. A

⁸ « La présentation la plus basique des résultats d'une étude est un compte rendu descriptif ; même si la description requiert une réflexion sur ce qui doit être inclus et ce qui doit être laissé de côté à partir des centaines de pages de données récoltées pour l'étude. Les données sont compressées et liées ensemble dans un style qui véhicule le sens que le chercheur a tiré de l'étude du phénomène. Alors que la description est une composante importante de toutes les formes de recherche qualitative, peu d'études se limitent à ce niveau d'analyse » (Merriam, 2001, pp. 178-179). « Une approche descriptive se borne aux données, et la raison en est qu'une description suffisamment riche comporte par elle-même une explication du phénomène. » (Poupart et al., 1997, p. 350)

⁹ « Les catégories sont les concepts dérivés des données qui correspondent aux phénomènes. Les phénomènes sont les idées analytiques importantes qui émergent des données. Ils répondent à la question : 'Que se passe-t-il ici ?' Ils décrivent les problèmes, les questions, les préoccupations qui sont importants pour ceux qui sont étudiés. L'appellation choisie pour une catégorie doit normalement être le descripteur le plus logique de ce qui se passe. » (Strauss et Corbin, 1998, p. 114)

¹⁰ La description phénoménologique est une description se référant au vécu dans son immédiat existentiel qui doit mener à la saisie des « essences » des phénomènes. Cette description se veut d'abord un retour au phénomène tel qu'il est éprouvé au niveau de la réalité humaine vécue immédiatement dans la conscience. Cela implique la mise entre parenthèses des connaissances intellectuelles acquises, du savoir tout fait et tout prêt, dont l'interposition nous empêche de percevoir directement les phénomènes (Mucchielli, 1996, p. 47).

propos de ce dernier type de recherche, il y a beaucoup de confusion en ce qui concerne ce qu'est l'étude de cas, en quoi elle se différencie des autres formes de recherche qualitative et dans quelles circonstances appropriées doit-elle être utilisée. Un cas particulier de ce type de recherche s'appelle le « récit de vie » (ou l'*histoire de vie*).

5. *La théorisation ancrée (grounded theory)*. L'analyse qualitative de théorisation est la forme la plus avancée de l'analyse qualitative, visant à générer inductivement une théorisation au sujet d'un phénomène, en procédant à la conceptualisation et la mise en relation progressives et valides de données empiriques qualitatives (Mucchielli, 1996, p. 184).
6. *La recherche par action participante* (Kemmis et McTaggart, 2000). Ce type de recherche est une variante de la recherche appliquée effectuée de l'intérieur de l'objet social étudié, ayant pour objectif d'influencer cet objet avec la participation de ses membres. La principale différence de ce type de recherche avec l'observation participante est la participation du chercheur non pas dans l'activité courante des acteurs, mais dans l'activité des acteurs orientée vers le changement.

Si la recherche économique dans le cadre du paradigme compréhensif, *qui l'oblige à s'appuyer sur des données empiriques détaillées*, est à ma connaissance inexistante à l'heure actuelle¹¹, le paradigme compréhensif de recherche de type sociologique et anthropologique, en dépit de sa marginalisation, se révèle vivant. Le paradigme compréhensif¹² pour ce dernier type d'étude a associé ses partisans sous l'appellation de *recherche qualitative*. Les publications sur la recherche qualitative traitent les questions épistémologiques, méthodologiques et techniques d'un ensemble de méthodes qualitatives¹³ ou de chaque méthode particulière, telles que les histoires (récits) de vie¹⁴, les études de cas (case studies)¹⁵, l'observation participante¹⁶, les entretiens semi- et non-directifs¹⁷, la recherche par action participante¹⁸, et d'autres méthodes. En outre, dans le cadre de la recherche qualitative, des techniques et des procédures sont élaborées pour développer des théories. Cette dernière direction de la recherche qualitative est appelée « *Grounded Theory*¹⁹ » (*théorisation ancrée*).

Toutes ces méthodes visent la collecte et l'analyse des données de manière qualitative, c'est-à-dire sans recours aux méthodes quantitatives (mathématiques, statistiques). Les données recueillies sont des textes existants (par exemple textes de lois, interventions publiées des hommes politiques, programmes des partis politiques) ou sont présentées sous forme de textes (transcriptions d'interviews). L'analyse de ces données est un processus de recherche de sens à partir de celles-ci. Cette analyse peut être limitée à l'arrangement des matériaux recueillis et à l'exposé narratif de ce qui a été découvert. Plus habituellement, les chercheurs élargissent

¹¹ Parmi ceux qui travaillent dans le domaine de l'ancienne économie institutionnelle (Old Institutional Economics), beaucoup sont spécialistes de l'histoire de la pensée économique (par exemple Warren J. Samuels et Yngve Ramstad), interprétant cette ancienne économie institutionnelle mais ne faisant pas de recherches concrètes de terrain dans l'esprit de Commons. La nécessité d'utiliser les méthodes qualitatives comme les études de cas et les observations participantes dans les enquêtes de terrain (*field studies*) dans le cadre de l'économie institutionnelle apparaît comme un élément clé de ce type de recherche.

¹² Parfois, au lieu du terme « paradigme », on utilise celui d'« approche » : « L'approche compréhensive est une prise de position épistémologique qui postule d'abord la radicale hétérogénéité entre les faits sociaux et les faits des sciences naturelles et physiques : les faits sociaux étant des faits porteurs de signification véhiculés par les acteurs. » (Mucchielli, 1996, p. 29)

¹³ Merriam (2001), Denzin et Lincoln (2000), Strauss et Corbin (1998), Poupard et al. (1997), Silverman (1993, 1997), Lessard-Hebert et al. (1997), Mucchielli (1994, 1996).

¹⁴ Atkinson (1998), Thomas et Znaniecki (1998), Bertaux (1997), Demazière et Dubar (1997), Poirier, Clapier-Valladon et Raybaut (1996), Pineau et Le Grand (1993).

¹⁵ Gomm, Hammersley et Foster (2000), Yin (1994), Hamel (1993).

¹⁶ Coenen-Huther (1995).

¹⁷ Coenen-Huther (2001).

¹⁸ Greenwood et Levin (1998), Kemmis et McTaggart (2000), Reason et Bradbury (2001), Stringer (1999).

¹⁹ Dey (1999), Glaser et Straus (1967), Strauss (1987), Strauss et Corbin (1998).

l'analyse en développant des catégories, thèmes ou autres classes qui interprètent la signification des données. Dans ce dernier cas, les catégories qui correspondent aux phénomènes découverts deviennent les résultats de l'étude. Si les catégories et leurs propriétés sont réduites et affinées, et ensuite liées ensemble en des hypothèses préliminaires, l'analyse se déplace vers le développement d'une théorie pour expliquer la signification des données (Merriam, 2001, p. 192). Pour les auteurs du concept de la théorisation ancrée, « une *théorie* signifie un *ensemble de catégories* (appellations de phénomènes) bien développées qui sont *mises en corrélation systématique par la formulation des relations* pour former un cadre théorique qui explique les phénomènes étudiés. La formulation des relations explique pour qui, quoi, quand, où, pourquoi, comment et avec quelles conséquences survient un évènement. » (Strauss et Corbin, 1998, p. 22) La théorisation ancrée est une méthodologie orientée pour la création de ce type de théories.

Sans aucun doute, l'économie institutionnelle de John R. Commons était fondée sur les méthodes qualitatives. Comme indiqué précédemment, il a effectué des *études de cas* de la Cour Suprême des Etats Unis et des cas de conflits sociaux (labor disputes) dans le cadre de son travail dans la Commission Industrielle de Wisconsin ; son activité dans cette commission peut être considérée comme une *recherche par action participante*. Cette dernière méthode était sa méthode préférée. Commons appliquait celle-ci en étant impliqué dans beaucoup d'activités pratiques - comme par exemple une année d'efforts pour obtenir une retraite pour un vétéran de la Guerre Civile - (Commons, 1964, p. 43) et l'élaboration de lois²⁰ (Commons, 1964, p. 120-121). Les constructions théoriques proposées par Commons dans le cadre de ses études du capitalisme peuvent être facilement classifiées comme une *théorisation ancrée* (Grounded Theory) dans laquelle *ses constructions sont issues (enracinées ou ancrées dans) des données empiriques détaillées, et c'est le seul type de théorie possible dans le cadre du paradigme compréhensif*²¹. John Commons appelait la méthode d'entretiens (interviewing) « la méthode primordiale d'investigation » (1934a, p.106). Il pratiquait très largement les études de cas du passé, par exemple les cas des Abattoirs (1957, pp. 47-54), et de son époque. Ces dernières étaient réalisées par lui en tant que membre de la Commission Industrielle de l'Etat du Wisconsin (1964, pp. 142, 143).

En même temps que Commons appliquait la méthodologie pragmatiste à son économie institutionnelle à l'Université du Wisconsin, la même méthodologie a reçu une application très active à l'Université de Chicago. Le célèbre ouvrage « Le paysan polonais en Europe et en Amérique » (Thomas et Znaniecki, 1998, publié initialement en 1919) élaboré par des membres de « l'Ecole sociologique de Chicago » est le récit de vie d'un émigrant polonais aux Etats-Unis au début du 20^{ème} siècle, Wladek Wiszniewski. A cette époque, il n'y avait pas de magnétophone pour enregistrer les entretiens, et le chômeur Wiszniewski a accepté d'écrire son histoire contre rémunération et de vendre ses lettres personnelles à W. Thomas et F. Znaniecki. D'une part, ce récit représente le « type parfait du matériau sociologique », et d'autre part ce récit commenté représente un « modèle d'écriture sociologique » (Tripiet, 1998, pp. 5-6). D'après Herbert Blumer, « pour formuler une perspective appropriée à l'étude faite par Thomas et Znaniecki, il faut comprendre que ce n'est pas une simple monographie sur la société paysanne polonaise. C'est avant tout une tentative de créer les fondements d'une recherche sociale scientifique et

²⁰ Civil Service Law (1905), Public Utility Law (1907).

²¹ Ce caractère de la théorie (ancrée dans les données) de Commons de l'économie capitaliste la rend inintelligible pour les lecteurs non-institutionnalistes. Comme le souligne Yngve Ramstad, ils pensent qu'il y a une « confusion » chez Commons à propos de la nature de l'explication scientifique ou qu'il a échoué à développer une structure explicative discernable (Ramstad, 1986, p. 1067). Ci-après deux exemples cités par Ramstad (1986, p. 1098) de cette incompréhension : « Les institutionnalistes semblent avoir souffert d'une confusion méthodologique à propos de la nature de la théorie. Ils pensaient qu'une description est une théorie » (Ward, 1966, p. 187) ; « La théorie n'a jamais été le métier de Commons. Quand il parle de ses 'théories', ce sont presque exclusivement des classifications et sub-classifications des phénomènes pauvrement écrites et quelque peu mal élaborées, telles qu'elles lui apparaissent à partir de sa conception vague et principalement intuitive qu'il est impossible de définir. » (Seckler, 1975, p. 124) Evidemment, ces deux auteurs s'attendaient à trouver dans les textes de Commons des théories déductives basées sur des axiomes a priori et non une théorisation ancrée dans les données.

d'une théorie sociale scientifique » (Blumer, 1998, p. 117). D'après cet auteur, ce type de recherche est bien adapté pour l'étude des changements et transformations sociales, pour la prise en compte de la relation entre les facteurs subjectif et objectif des réalités sociales par l'utilisation des documents humains (autobiographie et lettres personnelles de Wladek Wiszniewski) et par la conceptualisation de ces facteurs impliqués dans l'interaction humaine sur la base des notions des attitudes²² et des valeurs. L'ouvrage « Le paysan polonais » se trouve d'une part à la base de l'apparition de la recherche qualitative et d'autre part à la base du fondement philosophique de celle-ci. Ce fondement appelé « l'interactionnisme symbolique » fut principalement élaboré par deux autres représentants de l'Ecole de Chicago²³, George H. Mead (1963)²⁴ et Herbert Blumer (1998)²⁵. « La recherche qualitative a revendiqué et acquis une 'autorité' dans la sphère de la recherche fondamentale, dans le travail d'élaboration théorique ou conceptuelle, en particulier dans le domaine de la théorisation ancrée (Grounded Theory) ou de l'interactionnisme symbolique, de telle sorte que ces options théoriques sont maintenant complètement assimilées à la recherche qualitative. » (Poupart et al., 1997, p. 56)

Les trois principes fondamentaux de l'interactionnisme symbolique sont, suivant Blumer (1998), les suivants :

1. Les humains agissent à l'égard des choses en fonction du sens que les choses ont pour eux.
2. Ce sens est dérivé ou provient des interactions de chacun avec autrui.
3. C'est dans un processus d'interprétation mis en oeuvre par chacun dans le traitement des objets rencontrés que ce sens est manipulé et modifié.

Suivant l'interactionnisme symbolique, « une vraie connaissance de la réalité sociale ne peut guère se fonder sur les seuls questionnaires fermés et les analyses statistiques qui, toutes, traitent des données décontextualisées. Dans ce cas, l'outil même de la recherche crée entre le chercheur et son objet un insurmontable obstacle à la compréhension de l'objet. (...) La description approfondie de cas est beaucoup plus importante et instructive que la généralisation prématurée et simplifiée. La théorie sociologique, construction jamais achevée, n'est qu'un processus continu de découverte d'une théorie enracinée dans le réel » (Queiroz (de) et Ziolkowski, 1997, pp. 34-35).

Je dois me permettre de dire que la recherche économique dans le cadre du paradigme pragmatiste initié par Commons à l'Université du Wisconsin a été interrompue car aucune autre recherche empirique dans la direction indiquée par celui-ci n'a été faite à ma connaissance jusqu'à présent. Sans recherche empirique basée sur des données qualitatives détaillées, le paradigme pragmatiste découvert en sciences économique par Commons n'a pas de sens. En dépit de la perte de position prédominante dans la sociologie américaine de l'Ecole de Chicago vers 1935 au profit du paradigme positiviste, le paradigme pragmatiste en sociologie/anthropologie a survécu jusqu'à nos jours. En développant ses fondements méthodologiques et techniques, l'approche (paradigme) pragmatiste s'est transformée dans la discipline de la recherche qualitative. « Le mouvement de la recherche qualitative a maintenant ses propres revues, ses associations scientifiques, ses conférences et ses postes académiques. » (Denzin et Lincoln, 2000, p. X)

Les économistes qui désirent travailler dans le cadre du paradigme compréhensif devraient à mon sens profiter des avancées réalisées dans la recherche qualitative. *C'est ce que l'auteur de ce papier a essayé de faire* (voir la « flèche renforcée » de la figure 1). De cette façon, la

²² Suivant Albert et Ramstad (1998, p. 13), George H. Mead (1963) qui a généralisé les constructions théoriques de Thomas et Znaniecki concevait la notion d'attitude comme fonctionnellement équivalente à la notion d'habitude de John Commons.

²³ Pour en savoir plus à propos de l'Ecole de Chicago, voir Alain Coulon, *L'Ecole de Chicago*, PUF, Paris, 1992, et Jean Peneff, *La méthode biographique de l'Ecole de Chicago à l'histoire orale*, Armand Colin, Paris, 1990.

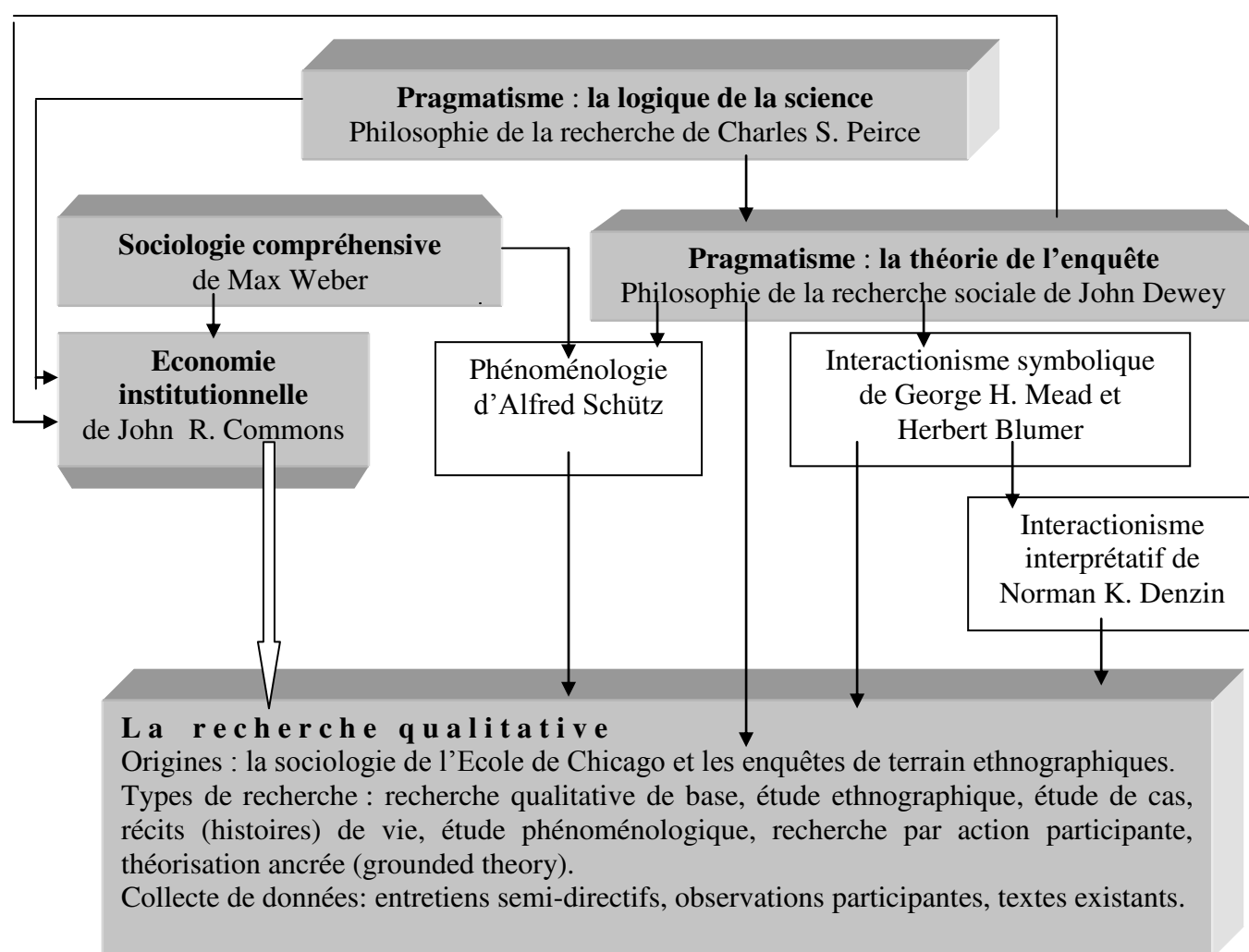
²⁴ Initialement publié en 1934.

²⁵ Initialement publié en 1969.

transition vers un nouveau paradigme en sciences économiques pourrait assez rapidement voir le jour. La possibilité d'utiliser les mêmes méthodes en économie et en sociologie compréhensives (interprétatives) dans le cadre du même paradigme provient du fait que ces deux disciplines ont les mêmes objets d'études : les êtres humains. Ces deux disciplines considèrent simplement différents côtés de l'activité humaine. L'économie se concentre sur l'étude de l'activité économique, et par conséquent l'économie institutionnelle se concentre sur l'étude des transactions économiques et des règles qui encadrent ces transactions. Les méthodes qualitatives sont parfaitement adaptées pour ce type de recherche.

La figure ci-dessous montre la « généalogie » de l'économie institutionnelle de John R. Commons et de la recherche qualitative.

Figure 1 : Développement du paradigme pragmatiste(compréhensif / interprétatif) en économie et sociologie / anthropologie



3. Analyse historique des institutions agraires russes

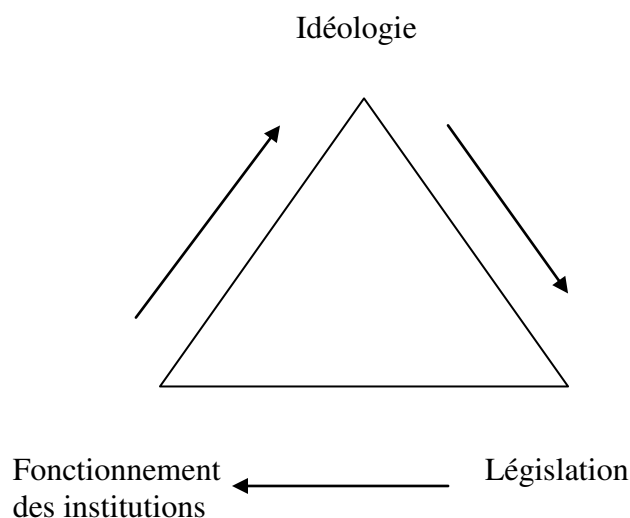
Pour la sphère agraire d'une société on peut appeler l'ensemble des idéologies (croyances) et règles (habitudes) le régime agraire²⁶ de cette société. Les idéologies agraires sont présentes dans tous les pays et influencent d'une part la vie quotidienne des paysans et d'autre part les

²⁶ L'auteur est reconnaissant au Professeur Marcel Mazoyer pour sa suggestion d'utiliser ce terme.

politiques agraires de ces pays. L'idéologie agraire américaine du 19^{ème} siècle et du début du 20^{ème} siècle (l'« agrarianisme » de Jefferson) peut servir de bon exemple (Knutson et al., 1983, p. 6).

Les transformations des institutions agraires se déroulent suivant des cycles. Ces cycles peuvent être présentés de la façon suivante : le fonctionnement des institutions provoque des réactions des différents acteurs (« doutes ») qui s'expriment dans les idéologies (« croyances »); les idéologies se font une concurrence d'influence, et pour une raison ou une autre, une de ces idéologies détermine le contenu d'une législation (« habitudes ») qui est créée pour résoudre les problèmes du fonctionnement des institutions ; la nouvelle législation influence (et non pas détermine) le fonctionnement des institutions avec les anciens et/ou nouveaux problèmes, et on revient au point initial du cycle.

Figure 2 : Triangle des cycles de changement institutionnel



Une législation ne détermine pas le fonctionnement des institutions car les règles à la base des institutions peuvent être formelles et informelles²⁷. Pour comprendre les complémentarités et les rejets des règles formelles et informelles²⁸, il faut analyser la dynamique de ces liaisons car les réalités socio-économiques ont une grande force d'inertie.

A partir de ce qui est exposé dans les deux sections précédentes de ce papier, la recherche sur les *régimes agraires* se devait inévitablement d'être une *recherche qualitative*. Pour toutes les périodes historiques analysées, les informations dont nous pouvons disposer sur la législation (règles formelles) sont les *textes des lois et des règlements* et pour ce qui concerne les idéologies, une partie des informations les concernant sont les *textes politiques existants* (programmes des partis politiques, publications des acteurs politiques, etc.). En ce qui concerne la période actuelle, les sources privilégiées d'obtention des informations sur les règles informelles, d'une grande partie des informations sur les idéologies et de la presque totalité des informations sur le fonctionnement des institutions, sont les *entretiens* réalisés avec les acteurs concernés.

²⁷ « Bien que les règles formelles puissent changer du jour au lendemain comme résultat de décisions politiques ou juridiques, les contraintes informelles incarnées dans les coutumes, traditions et codes de comportement sont beaucoup plus insensibles aux politiques délibérées. Ces contraintes culturelles ne relient pas seulement le passé avec le présent et le futur, mais nous donnent la clé pour comprendre le chemin (*path*) du changement historique. » (North, 1990, p. 6)

²⁸ « Les contraintes informelles sont importantes en elles-mêmes (et non seulement comme suppléments aux règles formelles) (...) même la Révolution Russe qui est peut-être la plus complète transformation formelle d'une société que nous connaissons, ne peut pas être complètement comprise sans l'exploration de la survivance et de la persistance de beaucoup de contraintes informelles. » (North, 1990, p. 37)

Dans l'histoire russe moderne, on peut distinguer cinq bouleversements du régime agraire. Le premier bouleversement est la réforme du système seigneurial par Alexandre II, réforme contenant l'abolition du servage en 1861 ; le deuxième est la réforme de Stolypine de 1906 ; le troisième est la Révolution de 1917 ; le quatrième est la collectivisation des années 1930 et le dernier est la réforme agraire post-soviétique des années 1990. En analysant l'histoire agraire russe, l'auteur a découvert que chacun de ces bouleversements est passé par le cycle : idéologie, législation et fonctionnement des institutions (applications pratiques des règles).

L'auteur a découvert également que les institutions principales agraires russes présentes en Russie à partir du 16^{ème} siècle jusqu'à nos jours se transforment mais conservent ce que nous appelons un « noyau dur ». Les catégories que nous avons utilisées pour saisir ce noyau dur sont : le domaine (*pomiestie*), l'exploitation paysanne (*kriestianskoye khoziaystvo*), et la communauté rurale (*obchtchina*). Ce noyau dur peut être caractérisé de la façon suivante:

1. L'élément de base de ce noyau dur est *l'exploitation paysanne*, qui est l'unité économique du foyer dans laquelle la production est orientée tout d'abord vers l'autoconsommation.
2. Chaque foyer habitant dans un village est automatiquement membre de la *communauté rurale* de ce village ou d'une plus grande communauté rurale qui comprend plusieurs villages.
3. Chaque communauté rurale dépend du *domaine* sur les terres duquel elle se situe. Le choix de son chef par la communauté et son comportement sont très influencés par le chef du domaine.
4. Les terres du domaine sont *mises à la disposition* des communautés rurales. Elles ne peuvent pas être ni vendues ni achetées.
5. La communauté rurale a deux rôles : *mécanisme de survie* de ses membres et *mécanisme de gestion du domaine et d'accomplissement des obligations envers l'Etat*. En tant que mécanisme de survie, elle distribue la terre attachée à la communauté et/ou les produits de cette terre cultivée ensemble entre les exploitations paysannes des foyers de la communauté. Dans le cadre de son deuxième rôle, elle organise la réalisation des objectifs du domaine et de l'Etat.
6. Le chef du domaine est le *représentant de l'Etat* sur le territoire du domaine.

L'analyse évolutive des institutions agraires russes aide à mieux comprendre les particularités des transformations agraires des années 1990.

Le *système domanial* qui s'est formé définitivement sous le règne d'Ivan le Terrible a donné le « code génétique » au développement agraire russe. Les caractéristiques de ce « code » sont présentées ci-dessus comme le « noyau dur » des institutions agraires russes, quelle qu'ait été leur évolution.

Dans le système domanial, la terre appartenait à l'Etat et était mise à la disposition des personnes qui servaient l'Etat en échange de leurs services. L'institution du domaine donnait la possibilité à la personne à qui ce domaine était attribué de se nourrir pour effectuer ses services envers l'Etat. Nous appelons cette personne le « seigneur ». Le seigneur se voyait attribué sa terre par l'Etat avec les paysans qui étaient attachés à cette terre (servage). Le seigneur devenait le représentant de l'Etat sur le territoire du domaine dans lequel il effectuait les fonctions policières.

Chaque famille paysanne habitant dans le domaine avait sa propre exploitation paysanne orientée vers l'autoconsommation et le paiement des redevances envers le seigneur et des impôts envers l'Etat. En outre, les paysans devaient effectuer des corvées pour le seigneur et des travaux d'intérêt public, ainsi que le service militaire pour l'Etat. En effectuant le service militaire ou civil envers l'Etat, le seigneur pouvait être la plupart du temps absent de son domaine.

La gestion du domaine était effectuée au travers des communautés rurales, organismes d'autogestion, parfois surveillées par le représentant du seigneur, l'intendant du domaine. Il n'y a aucune importance pour notre analyse de connaître l'origine de la communauté rurale, qu'elle soit une institution russe très ancienne utilisée au sein du régime domanial ou qu'elle ait été créée par le pouvoir tsariste. L'essentiel pour nous est que, dans le cadre de ce régime, l'institution de la communauté rurale remplissait deux rôles, celui du mécanisme de gestion du domaine et de

l'accomplissement des obligations envers l'Etat, et celui du mécanisme de survie de ses membres. Le cœur de ce mécanisme de survie était la distribution et la redistribution des terres du domaine rattachées à la communauté entre les foyers paysans. L'autogestion de la communauté rurale était très relative ; le cadre de cette autogestion était déterminé par le seigneur.

Vers la fin du 18^{ème} siècle, ce système domanial d'origine fut transformé en un *système seigneurial* dans lequel la terre a cessé d'être la propriété exclusive de l'Etat et est devenue la propriété privée des seigneurs, et ces derniers n'étaient plus obligés de servir l'Etat en retour. Les paysans russes acceptaient le pouvoir du seigneur en tant que serviteur du Tsar. Mais, avec l'abandon de cette condition, le pouvoir des seigneurs et leur possession des terres avait perdu leur légitimité aux yeux des paysans. La législation de la réforme d'Alexandre II annonçant l'abolition du servage contenait paradoxalement la codification de beaucoup d'éléments de l'ancien système domanial. L'institution de la communauté rurale restait inchangée dans cette législation. Suivant cette législation, le seigneur qui pouvait ne pas être formellement un fonctionnaire de l'Etat continuait à exercer de la part de l'Etat des fonctions de police sur le territoire de son domaine. Dans les faits, cette réforme s'est traduit par une diminution des terres à la disposition des communautés rurales, ce qui engendra un problème foncier car les terres disponibles pour les paysans n'étaient pas suffisantes pour les nourrir.

Ce problème foncier a provoqué un mécontentement de la paysannerie russe qui se traduit par des révoltes appuyées par l'idéologie paysanne. Au début du 20^{ème} siècle, les révoltes isolées se sont transformées en révolution et l'*idéologie paysanne* s'exprimait unanimement dans des milliers de documents adressés au Tsar, au gouvernement et à la Douma. Cette idéologie contenait les idées suivantes : toutes les terres devaient appartenir aux paysans et être détenues sur une base égalitaire afin d'être cultivées exclusivement par les membres d'une même famille, sans recours au travail salarié. La terre devait être distribuée entre les familles suivant la taille de celles-ci ou suivant le nombre de personnes capables de travailler au sein de ces familles. L'achat et la vente des terres devaient être abolis, et la répartition des terres devait être gérée au niveau local. La déclaration centrale de cette idéologie était que la terre n'appartient qu'à Dieu.

Parmi les partis politiques du début du 20^{ème} siècle, c'est le Parti Populiste qui représentait cette idéologie. Le gouvernement du Premier Ministre Stolypine a basé sa réforme de 1906 non pas sur cette idéologie paysanne, mais sur une idéologie libérale en provenance de l'Occident. L'objectif de cette réforme était la création d'agriculteurs privés propriétaires fonciers. La majorité des paysans russes, y compris les paysans aisés, rejetait cette réforme basée sur des idées qui leur étaient étrangères. L'argument pratique avancé contre l'universalisation de l'achat et de la vente des terres était la crainte de rester sans terres à cultiver du fait des opérations de commerce foncier. Les résultats de la réforme de Stolypine étaient modestes et l'institution de la communauté rurale conservait sa position dans les villages russes de manière presque inchangée. Beaucoup de domaines seigneuriaux avaient du mal à se transformer en entreprises capitalistes et subissaient des dégradations progressives. Sur le plan pratique, la question foncière restait non résolue jusqu'à la Révolution d'Octobre 1917.

C'est le Parti Bolchevik qui a pris le pouvoir à la faveur de cette Révolution. L'idéologie agraire de ce parti était l'idéologie marxiste qui considérait la paysannerie comme une classe de petite bourgeoisie qui était condamnée à terme à disparaître. Les relations dans les campagnes étaient considérées sous l'angle de la lutte de classe entre les paysans riches (la bourgeoisie) et les paysans pauvres qui travaillaient pour les paysans riches. En ce qui concerne les paysans moyens, ils étaient considérés comme hésitants entre ces deux pôles, et la tâche du Parti Bolchevik était d'attirer les paysans moyens du côté du prolétariat des villes et des villages. Les Bolcheviks voyaient l'avenir de l'agriculture russe comme une agriculture collectiviste organisée sur les principes industriels. Mais pour obtenir le support de la paysannerie, ce parti a promulgué les principes de l'idéologie paysanne évoqués précédemment comme étant les siens. Ces principes ont été traduits dans la législation du pouvoir soviétique à propos de la terre, législation qui était la législation du *système communautaire*. Ce système fut dominant en Russie durant une courte période de dix ans.

Ce système représentait la réalisation des aspirations paysannes formulées dans l'idéologie exposée ci-dessus. En pratique, les communautés paysannes avaient obtenu la terre et leurs membres ont enfin commencé à manger à leur faim. La majorité des exploitations paysannes conservaient leur caractère de subsistance. Ce dernier fait, conjugué avec la politique des réquisitions durant la période du communisme de guerre, l'abolition totale des domaines et les restrictions imposées aux paysans aisés, ont créé des problèmes d'approvisionnement des villes. L'échec de la politique du communisme de guerre a conduit Lénine à introduire la nouvelle politique économique (NEP) et à reconsidérer radicalement dans ses derniers ouvrages le caractère du socialisme à construire en Russie. Cette fois, le socialisme était vu comme la grande industrie des villes et l'agriculture de paysans individuels associés en coopératives d'approvisionnement, de commercialisation, de services, mais pas obligatoirement en coopératives de production. Cette vision avait pour objectif de motiver les paysans à produire.

Après la mort de Lénine, son héritage idéologique traditionnel marxiste était repris par le courant trotskiste. A l'opposé, son héritage idéologique de la dernière année de sa vie était repris par Boukharine qui était pendant quelques années le théoricien du Parti Bolchevik. Staline a éliminé politiquement Trotski et ses alliés avec l'aide de Boukharine, en les accusant de « déviation de gauche ». Puis, il a écrasé politiquement Boukharine en l'accusant de « déviation de droite » et en reprenant après cela presque à la lettre la politique trotskiste envers la paysannerie. Pendant ces luttes idéologiques et politiques, le problème de l'approvisionnement des villes restait entier.

Staline s'est tourné vers les idées trotskistes pour des raisons pratiques : l'industrialisation à grande échelle exigeait des ressources, et en Russie de l'époque, ces ressources étaient dans la campagne. L'idéologie trotskiste prévoyait l'extorsion des ressources des paysans pendant la période « d'accumulation primitive socialiste ». La collectivisation a créé les mécanismes de cette extorsion. Dans son idéologie de la *collectivisation*, Staline, a conçu par tâtonnements l'ensemble des institutions qui pouvaient effectuer cette extorsion en minimisant les coûts de la part de l'Etat (à l'inverse, les réquisitions pendant le communisme de guerre exigeaient l'intervention de détachements militaires dédiés spécialement à ces fins). Notre interprétation de la collectivisation la caractérise comme le retour vers un système très proche du système domanial, système qui avait déterminé le « code génétique » du développement agraire russe. Ce retour était simplifié par la nationalisation²⁹ de la terre intervenue lors de la Révolution d'octobre 1917. Le système communautaire était transformé en *système domanial soviétique* de la façon suivante :

- Les terres des exploitations paysannes étaient considérablement réduites. Seuls des petits lopins de terre à côté des habitations étaient laissés à la disposition des ménages ruraux. Le cheptel moyen que possédaient les exploitations paysannes restait pratiquement inchangé et les paysans pouvaient utiliser une partie des terres (anciennes terres communautaires) comme pâturages et prairies pour nourrir leurs animaux. Les exploitations paysannes dans le système domanial soviétique devaient servir de moyens de subsistance pour le paysan et sa famille.
- Les terres dégagées des exploitations paysannes étaient transférées aux « domaines » soviétiques qui coïncidaient avec les unités administratives territoriales – districts ruraux – dirigées par les représentants de l'Etat – les Premiers Secrétaires des Comités du Parti des districts (« intendants » de l'Etat). Pendant le régime stalinien, le travail des paysans dans les « domaines » soviétiques pouvait être considéré comme des « corvées » car il n'était pratiquement pas rémunéré. Les céréales produites sur les champs des « domaines » étaient immédiatement transférées vers des stockages d'Etat situés dans les capitales des districts ou des provinces pour utilisation par l'Etat.
- La gestion de la production agricole dans les « domaines » soviétiques (districts ruraux) était effectuée au travers des kolkhozes créés sur la base des communautés rurales

²⁹ Le leader menchevik, Plekhanov, prévoyait en 1903 les dangers de la nationalisation de la terre qui pouvait servir de base économique pour l'instauration d'un despotisme de type oriental en Russie.

existantes, dans la plupart des cas, sur la base des villages (un kolkhoze pour un village). Les paysans étaient attachés à leur kolkhoze et ne pouvaient pas les quitter. Le kolkhoze servait d'organisme de survie pour les familles de ses membres et était une unité d'autogestion sous le strict contrôle du chef du « domaine ». Les présidents des kolkhozes étaient formellement élus, mais en pratique, ils étaient nommés par les Premiers Secrétaires des Comités du Parti des districts (comme l'étaient les chefs des anciennes communautés rurales). Les décisions les plus importantes concernant la production agricole par les kolkhozes étaient prises par ces derniers.

Après la mort de Staline, le « système domanial soviétique » s'assouplit avec une orientation de la politique agricole tournée vers le bien-être de la population. Les kolkhoziens ont commencé à toucher des salaires et ont obtenu le droit de se déplacer. Leur statut est devenu identique à celui des ouvriers des sovkhozes (exploitations agricoles d'Etat), et la différence entre ces deux formes d'exploitations s'effaçait graduellement. L'autorisation de quitter les kolkhozes a provoqué un exode rural des meilleurs éléments vers les villes où le niveau et la qualité de vie étaient plus élevés. L'agriculture a reçu des investissements importants. La nécessité de contrôler les ressources injectées dans les « domaines soviétiques » a exigé de la part des Premiers Secrétaires des Comités du Parti des districts une gestion plus détaillée. Si au départ les kolkhozes n'étaient pas très grands, avec la croissance d'informations traitées, le nombre de décisions à prendre par le chef du « domaine soviétique », la nécessité de la réduction du nombre d'exploitations collectives s'est imposée, avec pour corollaire leur agrandissement. Afin de communiquer ses décisions et de recevoir les réactions à celles-ci journalièrement, le Premier Secrétaire du Comité du Parti du district avait besoin de traiter avec un nombre limité de dirigeants d'exploitations. Ceci signifiait que le nombre d'exploitations dans un district devait être inférieur au seuil déterminé par la capacité de communication humaine (habituellement entre 10 et 30). Ainsi, la taille moyenne des exploitations collectives et des exploitations d'Etat était déterminée par la taille du district et le seuil mentionné ci-dessus³⁰.

Les investissements massifs pratiqués dans l'agriculture n'ont toutefois pas apporté les résultats escomptés. Le milieu rural se révélait comme un « trou noir » à cause des structures irrationnelles d'organisation et de gestion des « domaines soviétiques » et de l'absence de motivation de la part des exploitations collectives et de leurs membres. Le vol de ces derniers dans les exploitations s'est banalisé. Les multiples réorganisations effectuées dans l'agriculture soviétique des années 1960 aux années 1980 n'ont pas amélioré les structures d'organisation et de gestion, ni augmenté la motivation des acteurs ruraux, avec pour conséquence la persévérance des résultats médiocres de l'agriculture. Le maintien de la consommation à un niveau relativement élevé exigeait dans ces conditions des importations alimentaires importantes, ce qui a provoqué un endettement considérable et la dépendance alimentaire et financière du pays vis-à-vis de l'Occident. Les pénuries alimentaires ont joué un rôle important dans la déstabilisation du régime soviétique.

L'idéologie ultra-libérale qui était à la base de la réforme agraire russe annoncée en 1991 était imposée de l'extérieur. Cette idéologie était étrangère à tous les acteurs agraires en Russie. Cette réforme avait les mêmes objectifs que la réforme de Stolypine au début du 20^{ème} siècle : la création d'une agriculture basée sur des exploitations familiales privées détenues par les propriétaires fonciers. L'échec de la réforme était prédéterminé parce que tous les acteurs avaient des intérêts contraires à cette réforme : la bureaucratie agraire perdait son pouvoir et les paysans perdaient leurs structures de survie (le kolkhoze), sans création d'alternatives pour cette survie. Du fait de l'absence d'un nombre important de candidats préparés aux fonctions d'agriculteurs privés et l'absence d'infrastructures appropriées pour ces derniers, la création et le bon fonctionnement d'une agriculture familiale d'orientation commerciale n'ont pas vu le jour sur une grande échelle. La réforme n'a pas pris en considération les structures institutionnelles

³⁰ L'auteur a avancé cette explication de la taille moyenne des kolkhozes/sovkhozes à l'opposé des jugements estimant ces tailles optimales d'un point de vue économique.

existantes et n'a pas créé de structures alternatives. Cette situation a provoqué la *continuité des institutions agraires soviétiques* adaptées aux nouvelles conditions. Deux institutions agraires soviétiques n'étaient même pas mentionnées dans la législation de la réforme : le « domaine » (district rural) et l'exploitation paysanne (« l'exploitation personnelle auxiliaire »). L'accent était mis sur la privatisation des kolkhozes/sovkhozes et leur démantèlement.

Le démantèlement des exploitations collectives ne s'est pas effectué car cela aurait signifié le démantèlement des organismes de survie de la population rurale. La vraie privatisation des kolkhozes ne se produisait pas du fait de l'absence d'intérêt de tous les acteurs, et du fait que ceux-ci n'étaient que les ateliers des « entreprises-districts » et n'avaient pas l'habitude de prises de décisions importantes d'une manière autonome. Elles avaient besoin de financements, d'approvisionnement et d'écoulement de leur production de la part de cette « entreprise-district », et les administrations des districts créées sur la base des anciens Conseils Exécutifs soviétiques, utilisant les départements agricoles des districts entièrement conservés, ont essayé de répondre à ces besoins. La déstabilisation institutionnelle, l'appauvrissement des exploitations collectives a provoqué l'augmentation de l'orientation de ces dernières vers des fonctions de mécanismes de survie des familles de ses membres. L'échelle et l'importance du vol comme élément de ce mécanisme (vol de fourrage pour l'alimentation du bétail dans les exploitations des ménages) se sont encore accrues. Ces pratiques, ajoutées aux pratiques de corruption de la bureaucratie au niveau des exploitations et des administrations territoriales, ont renforcé le caractère déficitaire des exploitations collectives provenant de leurs bas rendements et de leurs coûts élevés, avec toutes ses conséquences destructives pour l'agriculture russe en général et la dépendance alimentaire du pays.

4. Analyse phénoménologique des institutions agraires russes post-soviétiques

Le phénomène central découvert par l'auteur à partir des enquêtes de terrain effectuées entre 1997 et 2000 est la continuité institutionnelle dans le secteur agricole russe. Ce phénomène se révèle pour l'ensemble des institutions suivantes : les exploitations collectives, les exploitations des ménages, les administrations des districts. Le phénomène de la relative stabilité des institutions agraires héritées de l'époque soviétique (*continuité institutionnelle*) provient de l'enracinement de ces institutions dans la culture russe et de la non-crédation d'institutions alternatives par la réforme. En ce qui concerne l'institution des exploitations privées, créée par la réforme agricole, son rôle marginal dans l'agriculture russe contemporaine et certains de ses traits proviennent également de la continuité institutionnelle générale.

Avant d'exposer la synthèse proprement dite des résultats de l'analyse institutionnelle phénoménologique, il est utile de reproduire brièvement les étapes de l'analyse effectuée. Durant la préparation et la lecture approfondie des transcriptions des interviews réalisées, l'auteur a effectué une *catégorisation* ou division des données en *unités de signification (unités de sens)*. Ces catégories correspondaient aux *phénomènes* qui se dégagent des données. Chaque unité de signification comprenait les données empiriques (citations) accompagnées si nécessaire par des commentaires analytiques du point de vue de l'économie institutionnelle.

Pour les exploitations collectives, les unités de signification dégagées sont les suivantes : la destruction matérielle, la déstabilisation institutionnelle, la continuité institutionnelle, la dimension communautaire de « l'entreprise agricole » russe, le travail dans deux exploitations à la fois (dans l'exploitation collective et dans l'exploitation personnelle), la qualité de la main-d'œuvre, le vol universel, l'exploitation collective ayant des résultats économiques assez faibles, l'exploitation collective ayant des résultats économiques avancés, le meneur-père spirituel et sa façon de guider l'exploitation collective. Nous avons formulé également l'hypothèse de savoir quel type d'exploitation collective « tient le coup ».

Pour les exploitations privées, les unités de signification sont les suivantes : la dynamique, les facteurs de l'échec des exploitations privées, les relations entre les exploitations agricoles privées et les exploitations collectives, les relations entre l'exploitation privée et la population

rurale, la qualité de la main-d'œuvre, l'écoulement de la production des exploitations privées, les exploitations privées ayant des résultats économiques assez faibles et les exploitations privées ayant des résultats économiques positifs. A partir de ces catégories nous avons formulé l'hypothèse de savoir quel type d'exploitation privée se révèle efficace en Russie actuelle.

Dans l'analyse consacrée aux exploitations des ménages, les unités de signification sont les suivantes : l'exploitation du ménage considérée comme une exploitation de subsistance ou une exploitation commerciale, le travail dans les exploitations des ménages et la synergie fructueuse ou destructive de l'exploitation collective avec l'exploitation du ménage. Dans cette section, nous avons formulé l'hypothèse que la « règle de Tchayanov » est valable pour les exploitations des ménages en Russie contemporaine, c'est-à-dire qu'elles ont toujours une orientation de subsistance.

Enfin en ce qui concerne les administrations des districts, les unités de signification sont les suivantes : la continuité institutionnelle des départements agricoles des districts et les différents types de comportements des administrations des districts envers l'agriculture. Sur la base de l'analyse comparative de différents districts ruraux russes nous avons formulé l'hypothèse suivante : le niveau de destruction de l'agriculture post-soviétique d'un district dépend de façon proportionnelle du niveau de la destruction des institutions agraires de type soviétique dans ce district.

La réforme agraire russe des années 1990 consistait en l'abolition juridique du régime agraire soviétique et l'introduction juridique de règles libérales d'un régime de type occidental sans vraie création d'institutions alternatives. L'abolition juridique des institutions agraires soviétiques a sans aucun doute *déstabilisé* ces institutions, mais ne les a pas vraiment supprimées. Les acteurs du monde rural ont été forcés d'adapter ces institutions aux nouvelles conditions créées par l'introduction d'une législation orientée vers l'économie de marché. Cette adaptation s'est traduite par de l'adoption de formes juridiques comme celles de sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée, coopératives de production, sociétés en commandite, etc., sans changements radicaux des modes de fonctionnement. Le nouvel Etat russe qui a introduit ces nouvelles règles était l'héritier de l'Etat soviétique. Cet Etat a abandonné le ciment de l'Etat soviétique qu'était le Parti Communiste, mais il n'a pas été capable (grâce à l'incapacité des fonctionnaires de l'Etat qui étaient dans leur grande majorité les anciens fonctionnaires soviétiques³¹), et il n'avait pas la volonté, de créer un nouveau ciment adéquat à l'économie de marché. Il n'a pas vraiment renforcé les règles juridiques introduites et, du fait de l'idéologie ultra-libérale importée sur laquelle la réforme a été fondée, il n'a pas instauré un cadre institutionnel nécessaire au bon fonctionnement de l'économie de marché.

Cet état de fait a engendré une situation de désordre et d'incertitude, et il a ouvert la voie à la montée de la criminalité : le vide institutionnel a été rempli par les *krychas* criminelles ou illégales. D'autre part, la non création de nouvelles institutions a forcé les acteurs du monde rural à s'accrocher aux règles dans le cadre desquelles ils étaient habitués à fonctionner. C'était leur façon de se protéger de l'arrivée du chaos total.

Cette force de l'habitude s'additionnait aux intérêts de tous les groupes d'acteurs impliqués (bureaucratie agraire à différents niveaux – aux niveaux des exploitations collectives, des districts ruraux, des provinces et au niveau du Ministère de l'Agriculture – et habitants ruraux) afin de maintenir les institutions existantes. De cette façon, la *continuité institutionnelle* était garantie.

La bureaucratie agraire aux niveaux national et régional aurait été condamnée à disparaître dans les fonctions qu'elle était habituée à exercer si une vraie privatisation de l'agriculture russe avait eu lieu, car les fonctionnaires dans la plupart des cas n'étaient pas capables d'assumer le nouveau rôle qui leur aurait été attribué. De plus, pratiquement personne, y compris les

³¹ Les policiers et juges russes au début des années 1990, habitués à défendre l'Etat et sa propriété, ainsi que dans une certaine mesure la propriété personnelle des citoyens, étaient réticents à défendre la propriété et les transactions privées des « nouveaux riches ».

conseillers étrangers, ne donnait de précisions suffisamment concrètes et détaillées à propos de ce nouveau rôle.

La disparition des exploitations collectives par la création sur leurs terres d'exploitations familiales privées aurait ôté aux chefs de ces exploitations collectives leurs pouvoirs de chefs des communautés rurales. Ces chefs d'exploitations collectives n'étaient pas intéressés non plus au fonctionnement de ces exploitations suivant les règles formelles introduites dans les statuts de ces sociétés anonymes, Sarl, etc. qui les auraient contraints à être contrôlés par de vrais actionnaires. Ils ont obtenu des possibilités de s'enrichir aux frais des exploitations dont ils avaient la responsabilité, et ce beaucoup plus dans les conditions de propriété floue de ces exploitations que dans les conditions où ils joueraient un rôle de gestionnaire, payé et contrôlé par les actionnaires ouvriers. La pratique la plus courante de cet enrichissement est celle des sous-facturations. La légitimité du pouvoir de ces chefs d'exploitations collectives était d'une part diminuée avec l'abolition de leurs nominations par le Parti Communiste, mais d'autre part cette légitimité était partiellement renforcée par l'augmentation de leur rôle comme intermédiaire entre la communauté rurale et le monde extérieur.

Une vraie privatisation des exploitations collectives ne correspondait pas aux intérêts de la majorité des simples villageois. Avec une telle privatisation, ils auraient perdu la tutelle de l'exploitation collective avec les services dispensés à ses membres. En même temps, cette majorité de personnes ne voulait, ni ne pouvait, créer leurs propres exploitations commerciales, et elles n'avaient pas beaucoup de chances d'être toutes employées par les exploitations privées qui auraient remplacé les exploitations collectives. Les villageois s'accrochaient avec acharnement à leurs exploitations collectives parce que la réforme n'a pas proposé de mécanismes alternatifs pour leur survie. La procédure formelle du changement de dénomination sociale des exploitations collectives était accompagnée d'une procédure formelle de bail des parts foncières de la part des propriétaires de ces parts (travailleurs et retraités de l'exploitation collective) aux « entreprises agricoles » renommées. Les conditions fixées dans les contrats de « bail » de ce type ne sont en fait rien d'autre que la confirmation formelle des anciennes pratiques : actuellement les exploitations collectives continuent à assurer à leurs travailleurs et à leurs retraités le même support et à leur fournir les mêmes services que sous l'époque soviétique. L'exploitation collective, héritière d'un kolkhoze/sovkhoze soviétique, est toujours considérée par les dirigeants, ouvriers et retraités comme la base de la communauté villageoise. La privatisation de la terre et l'attribution des parts foncières aux travailleurs et aux retraités ont été transformée dans la conscience et dans la pratique des participants à cette opération en attribution de « cartes d'adhérents » à une communauté rurale particulière : la *dimension communautaire* de « l'entreprise agricole » russe est toujours très forte.

Sur le plan pratique, la plupart des ruraux basent leurs exploitations personnelles sur l'obtention d'alimentation pour leurs animaux dans les exploitations collectives où ils travaillent ou sur les terres desquelles ils habitent. Cette obtention peut prendre la forme de salaire en nature, du prix d'une location de parts foncières, de l'achat à prix réduits et du vol. L'attitude tolérante envers le vol pour la survie des membres de la communauté provient du rôle des dirigeants d'exploitations collectives comme chef de la communauté rurale.

Les relations entre les exploitations collectives et les administrations du district sont des relations de subordination des premières aux secondes. Les administrations rurales post-soviétiques continuent à exercer une sorte de planification centralisée sous la forme de l'organisation des fournitures de produits agricoles dans les fonds alimentaires fédéraux et régionaux. En même temps, elles continuent les pratiques soviétiques d'approvisionnement des exploitations collectives sous forme d'attribution de crédits en nature (pour les carburants et les pièces détachées) et de crédit-bail (pour le matériel comme les tracteurs et les moissonneuses batteuses). Comme avant, les crédits monétaires jouent un rôle secondaire, et la distribution de ces crédits consiste à suivre les distributions matérielles. Les collaborateurs des départements agricoles rendent visite aux exploitations collectives en vérifiant la situation du matériel de ces dernières et la qualité des travaux exécutés. Enfin, dans la plupart des cas, les administrations des

districts font tout leur possible pour influencer les nominations et les licenciements des gestionnaires d'exploitations collectives. Bien évidemment, toutes ces fonctions sont effectuées en Russie post-soviétique sur une échelle plus modeste qu'avant en utilisant les leviers de pression administrative. L'éventail de ces leviers a considérablement diminué en comparaison avec l'époque soviétique, et les leviers, périphériques à l'époque soviétique, tels que les contrôles sanitaires, des pompiers ou des services fiscaux, sont devenus beaucoup plus importants. Le pouvoir des fonctionnaires des administrations leur donnent la possibilité de s'enrichir aux dépens des exploitations collectives en forçant ces dernières à accepter des transactions non avantageuses soit avec des sociétés de négoce dans lesquelles ils ont des intérêts, soit avec d'autres sociétés qui paient des commissions occultes à ces fonctionnaires.

On peut donc voir qu'il y a une cohésion d'intérêt de tous les acteurs ruraux précités pour la conservation des institutions agraires existantes. On peut dire qu'il y a un accord tacite entre la bureaucratie agraire et les simples villageois pour le maintien du statu quo.

La réforme agraire russe des années 1990 avait été conçue comme la substitution des exploitations collectives par des exploitations familiales privées. La réalité des faits montre dix ans plus tard que les exploitations familiales privées ne jouent qu'un rôle marginal dans l'agriculture russe. La résistance des acteurs ruraux mentionnés ci-dessus à la création d'exploitations familiales privées a joué un rôle important dans cet échec de la réforme. Mais, d'autres facteurs ont également contribué à cet échec. Parmi ces autres facteurs, apparemment les deux facteurs les plus importants sont d'une part l'absence d'un grand nombre de candidats bien préparés pour l'activité d'agriculteur privé et d'autre part la non création d'infrastructures pour une agriculture d'exploitations familiales privées. On peut diviser les agriculteurs russes privés des années 1990 en trois types : des citadins, des anciens ouvriers d'exploitations collectives et des anciens gestionnaires d'exploitations collectives.

Le premier type d'agriculteurs privés russes ont soit échoué rapidement du fait de l'absence de connaissances et d'aptitudes nécessaires dans les conditions d'absence totale d'infrastructures (y compris d'un système de conseils), soit ont créé leurs exploitations agricoles uniquement pour obtenir des crédits à taux préférentiels pour se consacrer à d'autres activités et/ou pour effectuer ces activités en profitant de conditions d'imposition favorables et d'autres avantages.

Les anciens ouvriers d'exploitations collectives, comme tous les authentiques paysans (selon la définition de Mendras, 1995, p. 14), n'étaient pas du tout habitués aux interactions avec le monde extérieur à leur communauté villageoise. Toutes ces interactions s'effectuaient durant la période soviétique par l'intermédiaire des gestionnaires des exploitations collectives, les « notables soviétiques ruraux ». Dans les conditions d'absence d'infrastructures adaptées à son type d'exploitation, en se trouvant confronté avec le monde extérieur, l'ancien ouvrier devenu agriculteur privé se sentait impuissant : il fallait savoir communiquer, négocier, connaître les réseaux d'approvisionnement et de débouchés, avoir des notions élémentaires dans les domaines économiques et juridiques ; toutes choses devant lesquelles il se sentait très démuné. Ces surcharges d'activités inhabituelles suscitaient de fort stress chez ce type d'agriculteurs privés, dont beaucoup trouvèrent remède dans l'ivrognerie. Il s'ensuivit un grand nombre d'échecs pour la majorité d'entre eux qui abandonnèrent leur activité commerciale pour transformer leurs exploitations en exploitations de subsistance.

La plupart des exploitations familiales privées qui se sont développées avec succès étaient celles des anciens gestionnaires d'exploitations collectives, bien implantés dans les réseaux administratifs et d'affaires. Ces réseaux ont remplacé pour ces derniers les infrastructures inexistantes de l'agriculture familiale privée qui auraient dû être créées par la réforme. Ces agriculteurs, contrairement aux anciens ouvriers d'exploitations collectives, avaient les capacités pour effectuer les fonctions d'entrepreneur nécessaires aux agriculteurs privés. Beaucoup d'entre eux ont profité de leurs positions au sein des exploitations collectives durant le processus de la privatisation pour obtenir les meilleures terres et les meilleurs matériels en quantités nécessaires. Ce type d'agriculteurs est normalement capable de résoudre les problèmes de ses *relations avec la population rurale*, y compris de neutraliser l'hostilité de la plupart des villageois envers les

agriculteurs privés. Les relations à propos des baux des parts foncières, de l'emploi et du voisinage s'organisent souvent sur la base du rôle paternaliste de l'agriculteur privé envers les membres de la communauté rurale locale. Dans certains cas, l'agriculteur privé devient le chef d'une partie de la communauté rurale après le démantèlement de l'exploitation collective, avec la continuation de toutes les pratiques de soutien à celle-ci.

L'apparition d'exploitations privées non familiales basées sur le salariat bute actuellement en Russie sur beaucoup d'obstacles parmi lesquels la faible qualité de la main-d'œuvre rurale. La *médiocre qualité de la main d'œuvre en milieu rural russe* s'explique par plusieurs facteurs. Dans une grande mesure, c'est la conséquence du servage, tout d'abord sous le régime tsariste et puis sa continuation stalinienne sous la forme kolkhozienne. Les serfs et les kolkhoziens n'étaient pas motivés de bien travailler car cela n'influçait pas beaucoup leur bien-être. Cette cause de la médiocre qualité de la main d'œuvre fut complétée par l'exode rural qui s'est renforcé après l'abolition totale du « servage soviétique ». Phénomène universel dans les pays industrialisés, l'exode rural russe se différencie de l'exode rural occidental. Dans le cas de l'exode rural occidental, ce n'était pas toujours les plus faibles qui restaient à la campagne : la profession d'agriculteur-entrepreneur exigeait des qualités professionnelles assez élevées. Dans la période post-stalinienne, l'extrême paternalisme de l'Etat a également influencé négativement la qualité de la main d'œuvre rurale russe : les emplois, les salaires et les services fournis par l'exploitation collective étaient garantis même aux mauvais travailleurs.

Les enquêtes de terrain effectuées n'ont pas permis de donner une réponse définitive à la question de savoir si *l'exploitation du ménage rural est une exploitation de subsistance ou bien une exploitation commerciale*. Parmi les personnes interrogées, une seule avait une exploitation personnelle orientée exclusivement vers l'autoconsommation. Tous les autres ouvriers interrogés vendent une partie de leur production, mais il n'y avait pas de propriétaires d'exploitations personnelles à orientation commerciale et de taille importante, bien que plusieurs gestionnaires interrogés témoignent de l'existence de telles exploitations. Evidemment ce type d'exploitation ne peut pas exister exclusivement sur la base des salaires en nature et du vol dans l'exploitation collective ; elle doit acheter l'alimentation pour ses animaux. La possibilité de production rentable de viande porcine et de lait sur la base de l'achat d'alimentation pour les bêtes au prix du marché est confirmée par les témoignages-calculs, mais nous avons pu constater que peu de ménages utilisent cette opportunité. Nous avons constaté également que les ouvriers non-qualifiés expriment leur aversion envers le travail dans leur exploitation personnelle. Par contre, les ouvriers qualifiés déclarent que même si leurs salaires étaient corrects, ils continueraient à avoir des bêtes dans leurs exploitations personnelles. D'une manière générale, il s'avère que la majorité de la population rurale en Russie n'envisage pas de transformer ses exploitations personnelles en exploitations d'orientation commerciale et préfère alimenter ses animaux par le fourrage en provenance de l'exploitation collective (salaire en nature, prix d'une location de part foncière, achat à prix réduit ou vol). De cette façon, les exploitations des ménages en Russie sont très fortement dépendantes des exploitations collectives et dans la plupart des cas, elles continuent à avoir une orientation plutôt de subsistance.

Comme indiqué précédemment, dans les années 1990 les institutions agraires de type soviétique continuaient à fonctionner par inertie et parce qu'elles correspondaient aux intérêts des principaux acteurs. Ces institutions existent toujours en dépit d'un environnement économique hostile. Contrairement à la période soviétique, durant laquelle l'autorité des chefs d'exploitations collectives et d'administrations des districts était renforcée par le pouvoir de l'Etat, actuellement, l'autorité des chefs d'exploitations collectives (nécessaire pour la bonne gestion de ces exploitations) et l'autorité des chefs d'administrations (nécessaire pour contrôler les exploitations collectives en vue de leur bon fonctionnement comme ateliers de « *l'entreprise-district* »), sont fondées exclusivement sur leurs qualités de chefs qui leur permettent de maintenir leur pouvoir sans aucun support de la part des institutions extérieures. Le succès relatif de certaines exploitations collectives est basé sur les qualités exclusives de leur chef, autoritaire, homme d'affaires talentueux, bien inséré dans les réseaux commerciaux et administratifs locaux,

et « *meneur-père spirituel* » de la communauté rurale locale qui, en se souciant de chaque membre de la communauté, donne aussi à la plupart de ses membres par influence idéologique directe (très souvent sur la base des idées communistes) le sens de leur travail, mais parfois même de leur vie. Au niveau des districts, les qualités des chefs d'administrations qui leur permettent d'assurer le relativement bon fonctionnement des exploitations collectives dans leur district, coïncident partiellement avec celles des « meneurs-pères spirituels » des exploitations collectives, mais les premiers travaillent avec les chefs d'exploitations et non avec les ouvriers de ces exploitations. On peut appeler ces chefs d'administration des « *patrons de l'entreprise-district* » qui reproduisent partiellement les pratiques de gestion des Premiers Secrétaires des Comités du Parti des districts.

Pour que ce type de chefs voit le jour, deux conditions doivent nécessairement être satisfaites. La première, c'est la personnalité exceptionnelle de ces chefs, et la deuxième c'est la position géographique des exploitations ou des districts. Pour l'apparition d'un « meneur-père spirituel », les ouvriers d'une exploitation collective ne doivent pas avoir d'alternatives d'emploi en dehors de cette exploitation. De façon analogue, le « patron du district-entreprise » peut surgir dans un district où les gestionnaires d'exploitations collectives n'ont pas d'alternatives économiques à leurs postes dans ces exploitations. Dans les deux cas, il s'agit de villages et de districts lointains, purement agricoles. Le succès relatif de ces exploitations et districts signifie simplement le ralentissement de la destruction matérielle de l'agriculture collectiviste russe post-soviétique.

L'étude des données statistiques de la province de Samara concernant sept districts de cette province où nous avons effectué notre enquête nous a conduit à formuler l'hypothèse suivante : le niveau de destruction post-soviétique de l'agriculture d'un district dépend de façon proportionnelle du niveau de la destruction des institutions agraires de type soviétique dans ce district. Cela peut être reformulé d'une façon plus générale : la présence d'institutions même inefficaces donne de meilleurs résultats que l'absence d'institutions et le chaos.

Sur la base des données empiriques, nous pouvons constater une cohésion étroite des trois institutions agraires post-soviétiques héritières des institutions soviétiques correspondantes et qui conservent beaucoup de traits de ces dernières. La question qui se pose est de savoir si cette cohésion institutionnelle est durable. La réponse est négative car cette cohésion se base sur l'institution centrale de type soviétique, l'exploitation collective, qui se détériore graduellement (*destruction du matériel* sans renouvellement suffisant). La cohésion entre l'exploitation collective et les exploitations des ménages peut être même caractérisée comme une symbiose, mais celle-ci est perverse car elle sape la base économique de l'exploitation collective par le biais du support officiel et officieux aux exploitations personnelles (les ouvriers « ferment les yeux » sur les malversations du président de l'exploitation collective et celui-ci « ferme les yeux » sur les vols quotidiens des ouvriers). La cohésion entre l'exploitation collective et l'administration territoriale est-elle aussi destructive, car les conditions des transactions imposées par l'administration aux exploitations collectives creusent encore la situation économique de ces dernières, mais les chefs d'exploitations qui acceptent ces conditions contribuent également eux-mêmes à cette destruction par les pratiques de sous-facturation. L'ensemble des phénomènes de vols et de corruption accélère la chute des exploitations collectives russes dans les conditions de l'économie de marché. Mais cette chute est inéluctable car les exploitations collectives n'étaient pas rentables durant la période soviétique et ne le sont toujours pas, principalement à cause des rendements bas et des coûts élevés. Ces bas rendements et ces coûts élevés proviennent essentiellement de l'absence de réelle motivation de tous les acteurs impliqués pour effectuer un travail de qualité. Les coûts élevés provoquent le caractère déficitaire des exploitations collectives, ce qui à son tour entraîne l'impossibilité du remplacement des matériels usés.

L'objectif de l'enquête effectuée était de recueillir des informations sur le fonctionnement des institutions agraires russes. Nos questions stimulaient les personnes interrogées à nous expliquer non pas seulement comment telle ou telle institution fonctionne, mais à aussi exprimer leur opinion à propos de tel ou tel aspect de ce fonctionnement. De cette façon, nous avons

recueilli non pas seulement des informations concrètes concernant le fonctionnement des institutions agraires, mais aussi des informations à propos des *valeurs* et des *croyances* des personnes interrogées. Le résultat tout à fait inattendu de cette enquête était une quasi-identité surprenante des valeurs et des croyances de ces dernières. L'analyse des transcriptions des enregistrements des entretiens a permis de mettre à jour ces valeurs et croyances. Elles sont les suivantes :

1. Les causes principales de la non-solvabilité des exploitations collectives est la disparité des prix entre les produits industriels et agricoles, et les subventions insuffisantes pour les entreprises agricoles.
2. L'Etat doit contrôler et financer l'agriculture ainsi qu'acheter une grande partie de la production agricole et approvisionner les exploitations pour une grande part de leurs intrants. Tout cela est inclus dans la notion de régulation de l'agriculture par l'Etat.
3. La forme la plus adaptée des entreprises agricoles pour la Russie est celle des grandes exploitations appartenant en propriété aux travailleurs ou à l'Etat. Ces grandes exploitations collectives sont potentiellement plus efficaces que les exploitations familiales car elles peuvent utiliser avec plus de succès les réalisations du progrès technologique.
4. Les terres agricoles, sauf les lopins à côté des habitations en milieu rural, ainsi que les jardins des citadins, ne peuvent pas être achetées ni vendues, et la circulation des parts foncières à l'intérieur des exploitations collectives doit aussi être limitée.
5. Dans l'agriculture, les Russes travaillaient collectivement depuis des siècles. Les travailleurs agricoles en Russie sont enclins au collectivisme. Ils ne peuvent travailler que dans des exploitations collectives.
6. L'Etat doit soutenir toutes les formes de production agricole : les exploitations collectives, les exploitations commerciales privées et les exploitations des ménages.

Très souvent, ces valeurs et croyances sont supportées par les interlocuteurs en faisant référence aux images du système agricole occidental. Dans la plupart des cas, ces images sont complètement fausses, comme par exemple l'image suivante : « En Occident, une partie importante des terres agricoles est la propriété de l'Etat et est louée aux agriculteurs par l'Etat ».

Nous appelons l'ensemble de ces valeurs et croyances *l'idéologie agraire dominante russe post-soviétique*. Nos enquêtes montrent que cette idéologie était partagée par toute la population rurale. Les autres enquêtes confirment cette conclusion (*Voix des paysans*, 1998, 1999). La presque totalité de ces valeurs et croyances fait partie de l'idéologie du Parti Communiste de la Fédération Russe (KPRF). Tous les éléments de l'idéologie agraire dominante russe post-soviétique présentés ci-dessus sont très profondément enracinés dans la conscience de tous ceux qui sont impliqués dans l'agriculture. Toutes les interviews que j'ai réalisées de 1998 à 2000 dans différentes provinces de la Russie, tant auprès de dirigeants d'exploitations collectives qu'auprès de fonctionnaires des administrations des districts contenaient tous ces éléments. Mes interviews auprès des ouvriers agricoles contenaient aussi ces éléments dans une forme simplifiée. Certaines de ces valeurs et croyances sont partagées aussi par les agriculteurs privés participant à l'enquête.

5. Tendances du changement institutionnel dans le secteur agroalimentaire russe et l'accession du pays à l'OMC

Sur la base du schéma cyclique du changement institutionnel (idéologie, législation et fonctionnement des institutions), nous allons maintenant discuter des tendances du changement des institutions agricoles russes qui peuvent être discernées actuellement à partir de l'information disponible.

Tout d'abord résumons le *cycle de l'évolution institutionnelle de l'agriculture dans la période eltsinienne*. Dans les années 1990, l'idéologie ultra-libérale a généré la législation de la

réforme économique en général et de la réforme agraire ultra-libérale en particulier, a provoqué l'écartement de l'Etat des transformations économiques, y compris l'absence d'une politique agricole d'Etat. Tout cela avait comme conséquences la continuité des trois institutions agraires soviétiques et des pratiques prédatrices dans le cadre de ces trois institutions. Pendant cette période, le capitalisme ne rentre pas dans l'agriculture russe, mais il est présent à côté, sous forme du commerce, et provoque des pratiques prédatrices qui, associées aux bas rendements et aux coûts élevés des exploitations agricoles collectives, entraînent leur décapitalisation graduelle. Quelles sont des *tendances du nouveau cycle* ?

Une des tendances présente durant toute la période eltsinienne était la *tendance soviétique*. Elle consistait dans le fait que l'idéologie dominante, sur la base de l'idéologie soviétique, était partagée par tous les acteurs agricoles, et était entretenue par les forces politiques organisées (le Parti Communiste, le Parti Agraire, l'Union Agro-Industrielle, l'Union des Kolkhozes) et par le système de l'éducation et de la recherche agricole (universités, instituts de recherche et collèges agricoles). Le Comité sur les questions agraires de la Douma élaborait de multiples projets de lois sur la base de cette idéologie (la plupart de ces projets n'ont jamais vu le jour à cause de l'opposition à ces projets du pouvoir exécutif). Le Ministère de l'agriculture lançait constamment pendant cette période des propositions de politique de soutien massif des exploitations collectives (investissements et subventions d'Etat) utilisant et réorientant le mécanisme de taxation des bénéfiques du secteur gazo-pétrolier vers l'agriculture. Une réalisation partielle de cette politique a eu lieu au travers des crédits en nature de la part de l'Etat pendant les semailles et les moissons, et au travers des pratiques de crédit-bail organisées et subventionnées par l'Etat pour la fourniture de matériel agricole et de jeunes animaux aux exploitations collectives. Ces investissements et ces subventions ne furent pas suffisants pour arrêter la dégradation de l'agriculture russe. Avec l'arrivée au pouvoir du Président Poutine, les chances de cette tendance à se réaliser sur une grande échelle sont devenues beaucoup plus faibles.

La réalisation de cette tendance sur une petite échelle, c'est-à-dire la conservation des institutions soviétiques agricoles dans les conditions d'absence d'investissements et de subventions massifs de la part de l'Etat provoque une *tendance « africaine »* : une transformation de l'agriculture russe en une agriculture de subsistance, une démécanisation de l'agriculture russe, le passage à la traction animale des exploitations personnelles « auxiliaires » et la gestion de survie de la population rurale par les mécanismes communautaires. Cette tendance se réalise partiellement dans les régions ayant des conditions naturelles défavorables pour l'agriculture (dans les provinces du Nord).

Quelle pourrait être une alternative à l'approche libérale néoclassique pour transformer l'agriculture russe en une agriculture d'exploitations privées économiquement viables ? Les forces du marché sont très fortes et sont efficaces, mais lorsqu'elles jouent normalement dans le cadre d'institutions de marché appropriées. Ces institutions en Occident ont été créées à la suite d'une longue évolution. Il est utopique de penser que ces institutions peuvent être créées par des initiatives privées sans participation active de l'Etat. Apparemment le Président Poutine, avec l'aide de son Ministre du développement économique et du commerce, German Gref, a bien compris cette vérité.

Nous pouvons maintenant analyser le début du *cycle de l'évolution institutionnelle de l'agriculture dans la période poutinienne*. Les conditions dans lesquelles le cycle démarre au début des années 2000 peuvent être résumées de la façon suivante: l'accumulation de capitaux considérables durant les années 1990 par les activités commerciales et industrielles (fuite d'une partie de ces capitaux à l'étranger, mais une autre partie assez importante de ces capitaux cherche des applications bénéfiques à l'intérieur du pays) ; l'installation du capitalisme dans l'ensemble des secteurs économiques russes sauf dans l'agriculture, y compris dans le secteur de la transformation alimentaire qui a commencé à avoir des problèmes d'approvisionnement de ses usines de la part des exploitations collectives à cause de leur décapitalisation ; les grosses sociétés de transformation de toutes les filières alimentaires commencent à investir dans l'agriculture pour améliorer ses approvisionnements, dans la plupart des cas sous forme des

relations contractuelles avec les exploitations collectives et parfois sous forme d'engagement direct dans la production agricole et l'élevage ; certains géants industriels (surtout gazo-pétroliers) eux aussi commencent à s'engager dans l'agriculture en vue de leur diversification.

Le cycle de la période poutinienne a démarré avec une idéologie libérale modérée qui a généré une législation libérale foncière et une politique agricole qui prévoit l'engagement de l'Etat dans la régulation et les transformations économiques. Cette politique agricole de l'Etat ne prévoit pas d'augmentation de l'aide financière de l'Etat à l'agriculture, mais vise à stimuler l'intégration verticale des sociétés de transformation avec les entreprises agricoles dans leurs zones de matières premières, et de cette façon à travers les investissements de ces sociétés, à arrêter la dégradation de l'agriculture russe. A l'heure actuelle, au début de ce cycle, la continuité des trois institutions agraires soviétiques est toujours présente et les pratiques prédatrices dans le cadre de ces trois institutions ont toujours lieu, mais le capitalisme commence à entrer directement dans l'agriculture et espère en tirer des bénéfices. Une tendance apparaît, qui peut être appelée la *tendance « latino-américaine »*, de transformation de l'agriculture russe dans celle de grands domaines, qui du point de vue institutionnel n'ont rien à voir avec les domaines agricoles soviétiques (districts ruraux), étant des entreprises capitalistes orientées vers les bénéfices. La politique agricole de l'Etat et la nouvelle législation foncière créent les conditions favorables pour la réalisation de cette tendance. Les objectifs annoncés par le Gouvernement sont de transformer le marché des produits alimentaires dans chaque filière dans un marché oligopole. Cette politique envisage la stimulation fiscale des sociétés de transformation pour investir dans l'agriculture. L'introduction de la nouvelle législation foncière permet aux grosses sociétés d'acheter et de louer de grandes surfaces de terres agricoles. Certaines de ces sociétés sont déjà très actives dans les régions présentant des conditions favorables pour l'agriculture (dans les provinces du Sud).

Inévitablement, la création et le fonctionnement des exploitations « latifundiaries » russes peuvent rencontrer une puissante résistance de la part de la population rurale si ces exploitations ne prennent pas le relais des exploitations collectives dans le support aux ménages et à leurs « minifundia » (exploitations personnelles auxiliaires) ou si d'autres structures ne sont pas créées dans la campagne russe pour effectuer ces fonctions. Quels que soient les types de transformations de l'agriculture russe vers l'économie de marché, elles doivent prendre en considération tant les aspects économiques que les aspects politiques, écologiques et sociaux. La question est ouverte de savoir si le modèle latifundiaire peut apporter en Russie des résultats positifs de tous ces points de vue (économiques, politiques, écologiques et sociaux).

Comme nous l'avons souligné précédemment, la source principale de subsistance pour les habitants du milieu rural en ex-Union Soviétique était l'exploitation personnelle auxiliaire. Nous avons également déjà indiqué que ces exploitations ne peuvent pas exister sans les ressources (principalement le fourrage) provenant des anciens kolkhozes/sovkhoses auxquels ils sont rattachés. Une vraie privatisation aurait coupé inévitablement cette source vitale d'approvisionnement quasi gratuite pour les membres des communautés rurales. En même temps, le secteur privé qui aurait émergé n'aurait pas été en mesure de créer un nombre suffisant d'emplois pour nourrir ces communautés rurales. Ce problème du nombre insuffisant d'emplois résultant de la transformation n'est pas uniquement propre au milieu rural, car les villes sont également confrontées à leur propre problème de chômage. En conséquence, les habitants ruraux n'ont même pas le choix de se déplacer vers les villes pour trouver des moyens de subsistance et l'immigration vers d'autres pays est pour la plupart de ces habitants également impossible pour diverses raisons. Ils se rendent très nettement compte des dangers que représenterait pour eux une vraie privatisation de leur exploitation collective. Voilà pourquoi ils s'opposent à ces privatisations de toutes leurs forces. La législation de la privatisation dans le secteur agricole les ayant transformés en actionnaires quasiment égaux de leur exploitation leur donne les moyens juridiques de s'opposer à de vraies privatisations. Comment sortir de cette impasse ? A notre avis, il faut procéder de la façon suivante. En créant de nouvelles entreprises sur la base de l'ancienne exploitation collective, y compris celles gérées par les grosses sociétés verticalement

intégrées (« agrohholdings »), il faut séparer ses fonctions de soutien social (la dimension communautaire) et ses fonctions de production marchande (la dimension commerciale). Une partie de ces nouvelles entreprises doivent s'occuper exclusivement du soutien des villageois, et les autres pourront être exclusivement tournées vers le profit commercial. Cette séparation est absolument cruciale, car ces deux fonctions sont en contradiction l'une avec l'autre³².

Le gouvernement actuel russe a rejeté totalement le modèle européen de l'agriculture. Le Ministre de l'agriculture, Alexeï Gordeev, a déclaré au journal « Izvestia » : « A mon avis la politique de la 'fermerisation'³³ générale qui était menée dans les années 1990 est un recul de cent ans en arrière. Les processus de la mondialisation ont déjà commencé dans l'agriculture. Nous avons déclaré très nettement dans la nouvelle politique de l'Etat que l'agriculture compétitive stable, non pas seulement sur les marchés intérieurs, mais aussi sur les marchés mondiaux, dépend de l'apparition de grosses compagnies de production agricole, et même plus de l'apparition d'agroholdings dans lesquelles toute la chaîne productive est intégrée – du champ jusqu'au magasin. Aujourd'hui, nous avons plus de 80 grosses agrohholdings. Il faut les soutenir en tant qu'exportatrices par tous les moyens. » Peut-être un jour le gouvernement russe tournera-t-il sa politique vers le modèle européen des exploitations à taille humaine pour assurer le bien-être de la population et un développement durable du pays ? Pour le moment, la *tendance* « européenne » est inexistante. On assiste au phénomène d'absence de candidats pour devenir agriculteurs privés.

Les auteurs français ont des opinions différentes sur les négociations des accords agricoles à l'OMC. Jacques Berthelot (2001) professe la nécessité de la protection à l'importation pour la sécurité alimentaire dans les pays du sud et tout d'abord dans les pays de l'Afrique. Au contraire Jean-Yves Carfantan (2002) estime que les frontières doivent être ouvertes pour les produits agricoles et alimentaires dans tous les pays riches et pauvres. Cette position est soutenue par certains pays d'Amérique du Sud comme le Brésil où cet auteur réside actuellement. Apparemment ces auteurs ont raison tous les deux car ces deux visions opposées correspondent aux intérêts de groupes sociaux différents et pour les zones géographiques différentes. Ces deux visions sont pertinentes et valables également pour les groupes sociaux différents et pour les zones géographiques différentes en Russie. Il s'agit de deux tendances dominantes dans le changement institutionnel du secteur agroalimentaire russe évoquées ci-dessus : la tendance « africaine » et la tendance « latino-américaine ». La population rurale russe en général et celle des régions du Nord en particulier peut être un grand perdant de l'accession de la Russie à l'OMC dans les conditions actuelles. Par contre les grands groupes agroalimentaires russes pourront gagner à l'ouverture des marchés européens et nord-américains pour leurs produits et à l'abolition des subventions à l'exportation pour les produits agroalimentaires en provenance de ces régions du monde.

En ce qui concerne les intérêts de la Russie comme entité nationale, la position du gouvernement russe est très bien exprimée dans les « Directions principales de la politique agroalimentaire du gouvernement pour la période 2001-2010 » : « Dans les conditions actuelles, l'élaboration de la politique agraire de l'Etat doit être orientée au minimum vers un niveau garanti de la production propre des produits alimentaires vitaux suffisant pour la nutrition de la population dans les conditions d'une longue cessation indéterminée des importations de produits alimentaires étrangers. La nécessité de ce niveau de production propre est conditionnée par deux causes principales : premièrement, si le niveau de la production propre est insuffisant pour

³² L'auteur a proposé pour la première fois de diviser les dimensions communautaire et commerciale pour assurer le succès de la transformation des anciens kolkhozes/sovkhoses dans les exploitations agricoles adaptées pour le fonctionnement dans les conditions de l'économie de marché en 1996 en travaillant dans un projet Tacis au Kazakhstan (Tacis, 1996). Dans le cadre d'un projet Tacis consacré au développement régional en Russie, il a élaboré pour l'administration de la Province de Samara des recommandations basées sur ces propositions (Yefimov, 1999). Lors de sa participation à un autre projet Tacis orienté vers le support au Ministère de l'Agriculture russe dans le domaine de la réforme agraire en 2000, il a transmis également ses propositions aux fonctionnaires de ce Ministère (Yefimov, September 2000).

³³ L'implantation d'exploitations familiales à orientation commerciale.

assurer l'alimentation de la population même aux normes minimales, les positions de l'Etat dans les pourparlers sur le large spectre des questions politiques et économiques se trouvent considérablement affaiblies, des possibilités supplémentaires de pression sur le pays se créent, depuis la cessation des importations alimentaires (embargo commercial) jusqu'au refus temporaire léger de l'aide humanitaire en cas de sécheresse ou d'autres désastres ; deuxièmement une partie importante des importations sur le marché alimentaire et l'orientation des approvisionnements vers le marché mondial sapent la stabilité du marché intérieur et de toute l'économie, car les marchés alimentaires mondiaux sont caractérisés par une plus grande inconstance que les marchés intérieurs des pays développés, et les régulateurs des marchés mondiaux sont pratiquement inexistantes. »

Bibliographie

- Akoun A.**, « Phénoménologie », dans (Akoun et Ansart, 1999), pp. 397, 398.
- Akoun A. et P. Ansart** (sous la direction de), *Dictionnaire de sociologie*, Le Robert-Seuil, Paris, 1999.
- Albert A. et Y. Ramstad**, « The Social Psychological Underpinnings of Commons' Institutional Economics: The Significance of Dewey's *Human Nature and Conduct* », *Journal of Economics Issues*, Vol. XXXI, n° 4, December 1997, pp. 881-916.
- Albert A. et Y. Ramstad**, « The Social Psychological Underpinnings of Commons' Institutional Economics II: The Concordance of George Herbert Mead's 'Social Self' and John R. Commons's 'Will' », *Journal of Economics Issues*, Vol. XXXII, n° 1, March 1998, pp. 1-46.
- Atkinson R.**, *The Life Story Interview*, Sage Publications, Thousand Oaks, 1998.
- Bazzoli L.**, *L'économie politique de John R. Commons. Essai sur l'institutionnalisme en sciences sociales*, L'Harmattan, Paris, 1999.
- Berger P. et T. Luckman**, *The Social Construction of Reality*, Penguin Books, London, 1991.
- Bertaux D.**, « The Life Story Approach: A Continental View », *Annual Review of Sociology*, 1984, 10, pp. 215-237.
- Bertaux D.**, *Les récits de vie*, Nathan, Paris, 1997.
- Berthelot J.**, *L'agriculture. Talon d'Achille de la mondialisation. Clés pour un accord agricole solidaire à l'OMC*, L'Hamattan, Paris, 2001.
- Blumer H.**, *Symbolic Interactionism. Perspective and Method*, University of California Press, Berkeley, 1998.
- Boudon R. et F. Bourricaud**, *Dictionnaire critique de la sociologie*, PUF, Paris, 1994.
- Burki S.J. et G.E. Perry**, *Beyond the Washington Consensus: Institutions Matter*, The World Bank, Wasington, D.C., 1998.
- Bush P.D.**, « The Methodology of Institutional Economics: A Pragmatic Instrumentalist Perspective », in (Tool, 1993), pp. 59-118.
- Carfantan J.-Y.**, *La mondialisation déloyale. Pour un nouvel ordre agricole et alimentaire*, Fayard, Paris, 2002.
- Coenen-Huther J.**, *Observation participante et théorie sociologique*, l'Harmattan, Paris, 1995.
- Coenen-Huther J.**, *A l'écoute des humbles. Entretiens en milieu populaire*, l'Harmattan, Paris, 2001.
- Commons J.R.**, « Le problème de la coordination du droit, de l'économie et de la morale », in *Recueil d'études sur les sources du droit en l'honneur de François Gény, Tome III*, Recueil Sirey, Paris, 1934, pp. 124-144.
- Commons J.R.**, *Legal Foundations of Capitalism*, The University of Wisconsin Press, Madison, 1957.
- Commons J.R.**, *Institutional Economics. Its Place in Political Economy, Vol. 1 & 2*, The University of Wisconsin Press, Madison, 1959.
- Commons J.R.**, *Myself. The Autobiography of John R. Commons*, The University of Wisconsin Press, Madison, 1964.
- Corei T.**, *L'Economie Institutionnaliste*, Economica, Paris, 1995.
- Coulon A.**, *L'Ecole de Chicago*, PUF, Paris, 1992
- Demazière D. et C. Dubar**, *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple de récits d'insertion*, Nathan, Paris, 1997.
- Denzin N.F.**, *Interpretive Interactionism*, Sage Publications, Newbury Park, 1989.
- Denzin N.F.**, *Interpretive Ethnography. Ethnographic Practices for the 21st Century*, Sage Publications, Thousand Oaks, 1989.
- Denzin N.F. et Y.S. Lincoln** (Eds.), *Handbook of Qualitative Research*, Sage Publications, Thousand Oaks, 2000.
- Dewey J.**, *Logique. La théorie de l'enquête*, PUF, Paris, 1993.
- Dey I.**, *Grounding Grounded Theory. Guidelines for Qualitative Research*, Academic Press, London, 1999.
- Furubotn E.G. et R. Richter**, *Institutions and Economic Theory. The Contribution of the New Institutional Economics*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1998.
- Glaser B.G. et A.L. Strauss**, *The Discovery of Grounded Theory: Strategy for Qualitative research*, Aldine Publishing Company, , Chicago, 1967.

- Gomm R., M. Hammersley et P. Foster** (Eds.), *Case Study Method : Key Issues, Key Texts*, Sage Publications, Thousand Oaks, 2000.
- Greenwood D.J. et M. Levin**, *Introduction to Action Research. Social Research for Social Change*, Sage Publications, Thousand Oaks, 1998).
- Hamel J.**, *Case Study Methods*, Sage Publications, Newbury Park, 1993.
- Hellriegel D., Slocum J.W. et R.W. Woodman**, *Management des organisations*, De Boeck Université, Bruxelles, 1992.
- Hirschhorn M.**, « Sociologie de la compréhension et la méthode compréhensive », in Akoun A. et P. Ansart, 1999, pp. 98 - 99.
- Hlady Rispal M.**, *La méthode des cas. Application à la recherche en gestion*, De Boeck Université, Bruxelles, 2002.
- Hodgson, G.M., W.J. Samuels et M. R. Tool** (Eds.), *The Elgar Companion to Institutional and Evolutionary Economics*, en deux volumes, Edward Elgar, Aldershot, U.K., 1994.
- Kemmis S. et R. McTaggart**, « Participatory Action Research », in (Denzin et Lincoln, 2000), pp. 567-605).
- Knutson R.D., Penn J.B. et Boehm W.T.**, *Agricultural and Food Policy*, Prentice-Hall, New Jersey, 1983.
- Kuhn T.S.**, *The Structure of Scientific Revolutions*, University of Chicago Press, 1970.
- Lessard-Hebert M. et al.**, *La recherche qualitative. Fondements et pratiques*, Editions Nouvelles AMS, Montréal, 1997.
- Levin M. et D. Greenwood**, “Pragmatic Action Research and the Struggle to Transform University into Learning Communities”, in (Reason and Bradbury, 2001), pp. 103 – 113.
- Mead G.H.**, *L'Esprit, le Soi et la Société*, PUF, Paris, 1963.
- Mendras H.**, *La fin des paysans*, Babel, Paris, 1984.
- Mendras H.**, *Les sociétés paysannes*, Editions Gallimard, Paris, 1995.
- Merriam S.B.**, *Qualitative Research and Case Study Applications in Education*, John Wiley & Sons, San Francisco, 2001.
- Mirowski Ph.**, « The Philosophical Bases of Institutional Economics », *Journal of Economic Issues*, Vol. XXI, n° 3, September 1987, pp. 1001-1038.
- Mucchielli A.**, *Les méthodes qualitatives*, PUF, Paris, 1994.
- Mucchielli A.** (sous la direction de), *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Armand Colin, Paris, 1996.
- Neale W.C.**, « Language and Economics », *Journal of Economic Issues*, Vol. 16, n° 2, 1982, pp. 355-369.
- North D.**, *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990.
- November A.** (sous la direction de), *Du socialisme à l'économie de marché. Errances de la transition, Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n°12, PUF, Paris et Genève, 2001.
- Peirce C.S.**, « La logique de la science. Première Partie : Comment se fixe la croyance », *Revue Philosophique*, VI, 1878, pp. 553-569.
- Peirce C.S.**, « La logique de la science. Deuxième Partie : Comment rendre nos idées claires », *Revue Philosophique*, VII, 1879, pp. 39-57.
- Peirce C.S.** (1878), “How to Make Our Ideas Clear”, in (Peirce, 1992), pp. 124 – 141.
- Peirce C.S.** (1903a), “The Nature of Meaning”. in (Peirce, 1998), pp. 209 – 225.
- Peirce C.S.** (1903b), “Pragmatism as a Logic of Abduction”, in (Peirce, 1998), pp. 226 – 241.
- Peirce C.S.** (1905), “What Pragmatism Is”, in (Peirce, 1998), pp. 331 – 345.
- Peirce C.S.**, *The Essential Peirce. Selected Philosophical Writings*, Vol. 1, Indiana University Press, Bloomington, 1992.
- Peirce C.S.**, *The Essential Peirce. Selected Philosophical Writings*, Vol. 2, Indiana University Press, Bloomington, 1998.
- Peneff J.**, *La méthode biographique de l'Ecole de Chicago à l'histoire orale*, Armand Colin, Paris, 1990.
- Pineau G. et J-L. Le Grand**, *Les histoires de vie*, PUF, Paris, 1993.
- Poirier J., S. Clapier-Valladon et P. Raybaut**, *Les récits de vie. Théorie et pratique*, PUF, Paris, 1996.
- Poupart J. et al.**, *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Gaëtan Morin, Boucherville (Québec), 1997.
- Queiroz (de) J.M. et M. Ziolkowski**, *L'interactionnisme symbolique*, Presses Universitaires de Rennes, 1997.
- Ramstad Y.**, « A Pragmatist's Quest for Holistic Knowledge: The Scientific Methodology of John R. Commons », *Journal of Economic Issues*, Vol. XX, n° 4, December 1986, pp. 1067-1105.
- Reason P. et H. Bradbury**, (eds.), *Handbook of Action Research*, Sage Publications, Thousand Oaks, 2001.
- Rutherford M.**, *Institutions in Economics : The Old and the New Institutionalism (Historical Perspectives on Modern Economics)*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996.
- Schutz A.**, *The Phenomenology of the Social World*, Northwestern University Press, 1967.
- Schütz A.**, *Eléments de sociologie phénoménologique*, L'Harmattan, Paris, 1998.
- Seckler D.**, *Thorstein Veblen and the Institutionalists: A Study in the Social Philosophy of Economics*, Colorado Associated University Press, Boulder, Colorado, 1975.
- Silverman D.**, *Interpreting Qualitative Data. Methods for Analysing Talk, Text and Interaction*, Sage, Thousand Oaks, 1993.

- Silverman D.** (Editor), *Qualitative Research. Theory, Method and Practice*, Sage, Thousand Oaks, 1997.
- Stake R.E.**, *The Art of Case Study Research*, Sage Publications, Thousand Oaks, 1995.
- Steiner Ph.**, *La sociologie économique*, La Découverte, Paris, 1999.
- Strauss A. L.** *Qualitative Research for Social Scientists*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.
- Strauss A. et J. Corbin**, *Basics of Qualitative Research. Techniques and Procedures for Developing Grounded Theory*, Sage, Thousand Oaks, 1998.
- Stringer E.T.**, *Action Research*, Sage Publications, Thousand Oaks, 1999.
- Tacis**, *Proposals for Privatisation of the Pilot Farms*, Agristudio (Florence), WS Atkins (Cambridge), (Rapport du projet « Pilot Development of Private Farming and Food Processing in Akmola Oblast – Kazakhstan - KAZ9301 » d'assistance technique financé par l'Union Européenne), 1995.
- Tacis**, *Progress and Results of the Implementation and Monitoring Stage*, Agristudio (Florence), WS Atkins (Cambridge), (Rapport du projet « Pilot Development of Private Farming and Food Processing in Akmola Oblast – Kazakhstan - KAZ9301 » d'assistance technique financé par l'Union Européenne), 1996.
- Thomas W.I. et F. Znaniecki**, *Le paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant (Chicago, 1919)*, Nathan, Paris, 1998.
- Tiercelin C.**, *C.S. Peirce et le pragmatisme*, PUF, Paris, 1993.
- Tool M.R.** (Ed.), *Institutional Economics: Theory, Method, Policy*, Kluwer Academic Publishers, Boston/Dordrecht/London, 1993.
- Tripier P.**, « Une sociologie pragmatique », Préface à (Thomas et Znaniecki, 1998), pp. 5-30.
- Usunier J.-C., Easterby-Smith M. et R. Thore**, *Introduction à la recherche en gestion*, Economica, Paris, 2000.
- Veblen T.** (1919), *The Place of Science in Modern Civilization*, New Brunswick: Transaction Publishers, reprinted in 2002.
- Ward B.**, « Institutions and Economic Analysis », in *The Structure of Economic Science*, ed. Roy Krupp, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, N.J., 1966, pp. 184-200.
- Weber M.**, *Economie et société*, Vol. 1 et 2, Plon, Paris, 1995.
- Williamson O.E.**, *The Economic Institutions of Capitalism*, The Free Press, New York, 1985.
- Williamson O.E. et S.G. Winter** (Eds.), *The Nature of the Firm. Origins, Evolution, and Development*, Oxford University Press, 1993.
- World Bank**, *Food and Agricultural Policy Reforms in the Former USSR. An Agenda for the Transition*, The World Bank, Washington, 1992.
- World Bank**, *World Development Report 2002. Building Institutions for Markets*, Oxford University Press, 2002.
- Yefimov V.**, *Transition of the Russian Agri-food Sector to a Market Economy and the Western Consultancy*, Mémoire de fin d'étude à l'IGIA (Institut de Gestion Internationale Agro-Alimentaire), Cergy-Pontoise, 1993.
- Yefimov V.**, « Le système agro-alimentaire de type soviétique », *Agriculture et pays d'Europe centrale et orientale*, INRA, Paris, 1995.
- Yefimov V.**, « Approche institutionnelle de l'analyse de la transition (le cas de l'agriculture du Nord-Kazakhstan) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, C.N.R.S., Paris, N° 2, 1997, pp. 99-119.
- Yefimov V.**, *Methodological Manual for the Samara Oblast Administration for Reforming the Agricultural Sector*, Report of the EU Tacis Project « Regional/Sectoral Task Force Providing Support for Regional Development » (Project number SME RUS 9503/2), October 1999.
- Yefimov V.**, *Working paper 2*, EU Tacis Project « Support to the Ministry of Agriculture and Food in Developing Strategies Conducive to Reform » (Project number FD RUS 9802), March 2000.
- Yefimov V.**, *Working paper 3*, EU Tacis Project « Support to the Ministry of Agriculture and Food in Developing Strategies Conducive to Reform » (Project number FDRUS 9802), September 2000.
- Yefimov V.**, *Analysis of the implementation of Tacis training and curriculum outputs*, Report of the EU Tacis Project « Strengthening Agricultural Reform through Training » (Project number FDRUS 9702), January 2001.
- Yefimov V.**, « Continuité et recomposition des régimes agraires russes dans le siècle », *Economie et Société*, Série « Développement, croissance et progrès », « Développement – III », n° 9-10, ISMEA, Paris, 2001, pp. 1449-1473.
- Yefimov V.**, « Structures sociales en Russie, cellules et réseaux », in (November, 2001), pp. 29-52.
- Yefimov V.**, *Economie institutionnelle des transformations agraires en Russie*, l'Harmattan, Paris, 2003.
- Yin R.**, *Case Study Research: Design and Methods*, Sage Publications, Beverly Hills, 1994.